



ad honores

échanger partager servir

HAUTE INTENSITÉ

Édito

Ce numéro 12 d'*Ad Honores* est exceptionnel à plus d'un titre.

D'abord, il marque les 3 ans d'existence de votre trimestriel. Résultat d'un travail d'équipe impliquant créativité, ténacité et régularité. Que tout le comité éditorial en soit ici remercié.

Ensuite, il marque le départ du commandant Cazorla, qui quitte l'Institution après plus de 20 ans de service. En 5 ans, la réserve citoyenne rattachée au GMP est passée d'une réserve « consommatrice » à une réserve dynamique et consciente de son rôle. Sa réputation de sérieux et de qualité la précède : nous le devons à Christophe Cazorla. Qu'il trouve, à travers ces quelques lignes, toute l'expression de notre reconnaissance.

Enfin, il marque l'arrivée du lieutenant-colonel Patrick Folio, successeur du commandant Cazorla. Nul doute qu'il consolidera ce qui a été fait et donnera une nouvelle impulsion à la réserve citoyenne rattachée au GMP. Nous lui souhaitons la bienvenue. Sachons le soutenir et l'accompagner !

Nous ne pouvons terminer ce propos sans vous conseiller l'interview du général de corps d'armée Christophe Abad. Ce rendez-vous annuel permet de garder le contact avec notre autorité de tutelle.

La haute intensité est le thème du dossier. Puisseons-nous vivre cette haute intensité à travers notre engagement.

Excellente lecture.

Bruno de Laigue, CDT (rc)
Rédacteur en chef.

L'invité, page 3



Général Christophe Abad, Gouverneur militaire de Paris

« *J'exprime toute ma reconnaissance à la réserve citoyenne !* »

Dossier, page 8



La haute intensité

Passation de flambeau, page 34



Départ du commandant Cazorla, entretien page 34

Arrivée du lieutenant-colonel Patrick Folio, entretien page 39

Directeur de publication : LCL **Patrick Folio**

Rédacteur en chef : **Bruno de Laigue**, CDT (rc).
Directeur administratif et financier, Compagnie Française des Expositions (COFREX).

Comité éditorial

Alain Broquet, CDT (rc) depuis 2016. Ingénieur d'affaires, groupe DEMOS

Bernard Labauge, LCL (rc), depuis 2011. Ancien conseiller municipal de Baulne.

Thierry Laugier, CDT (rc) depuis 2016. Avocat près la Cour d'Appel de Paris

Thierry-Jacques Laurent, CDT (rc) depuis 2017. Enseignant-chercheur en littérature française.

Nathalie Musine, LTN (rc) depuis 2022. Responsable marketing chez VANDOREN SAS.

Gaël Pilorget, CDT (rc) depuis 2018. Responsable du CDI du lycée militaire de Saint-Cyr, chercheur au Centre français de recherche sur le renseignement.

Frédéric Rignault, LCL (rc) depuis 2013. Responsable secteur éducation, société SPIE.

Georges-Michel Royné, COL (rc) depuis 2002. Ancien cadre bancaire.

Isabelle de Segonzac, CDT (rc) depuis 2014. Attachée principale d'administration aux Ministères économiques et financiers.

Remarques et propositions d'articles :
ad.honores.idf@gmail.com



Dans votre bulletin...

Actualités

3

- o Entretien avec le gouverneur militaire de Paris... 3

Dossier

8

- o Pour une définition de la haute intensité..... 9
- o Entretien GBR Chigot..... 10
- o Entretien colonel Dabas..... 20
- o Interview du colonel Luisetti..... 24
- o OTAN et haute intensité..... 27
- o Haute intensité et effectif..... 30
- o Haute intensité et société civile..... 31
- o 7 leçons à retenir de la guerre en Ukraine..... 33

Comités RC-T IdF

34

- o Entretien avec le commandant Cazorla..... 34
- o Échange avec le LCL Folio..... 39
- o Fête nationale et Bleuets de France..... 43
- o Prise d'armes aux Invalides..... 44
- o Les portes drapeaux du 14 juillet..... 44
- o L'ASTER-RC-IDF, premier bilan..... 45

Délégations militaires départementales

46

- o DMD 94, une course solidaire..... 46
- o DMD 77, la jeunesse s'implique..... 47
- o DMD 77, parcours mémoriel..... 48

Culture et divertissement

49

- o Petite histoire de l'Arc de Triomphe..... 49
- o Louis Ganne, centenaire de sa disparition..... 51
- o L'oreille citoyenne..... 53
- o Le prix audiovisuel P Schoendoerffer..... 54
- o À lire !..... 55
- o *In memoriam*..... 56



Le Blog de la réserve citoyenne du GMP,

coordonné par le LCL (rc) Frédéric Rignault : [ici](https://ici.gmp.fr).



Le site de la Réserve Citoyenne Terre : [ici](https://ici.gmp.fr).



Général Christophe Abad : « Merci aux réservistes citoyens pour leur implication et leur générosité ! »

Comme chaque année, le gouverneur militaire de Paris reçoit la rédaction d'Ad Honores pour relire l'année écoulée et regarder les perspectives. Un entretien dense et convivial à la fois.

Propos recueillis par le CDT Christophe Cazorla et le CDT (rc) Bruno de Laigue

Ad Honores : Mon général, merci, une nouvelle fois, de recevoir Ad Honores pour ce point annuel. Quel regard portez-vous sur l'année écoulée depuis notre dernière rencontre de septembre 2022 ?

Général Christophe Abad : C'est une année particulièrement dense, riche avec bien sûr des choses qui étaient prévues et d'autres pas ! Il y a un an nous étions déjà dans une phase de montée en puissance vers les JOP de Paris 2024. Nous n'avons pas découvert cela un an avant que les Jeux ne s'opèrent.

Nous avons tout de même connu une année avec des crises : une crise énergétique à l'automne dernier, une crise sociale qui a eu des impacts sécuritaires, et, en conséquence, des impacts sur l'adaptation de notre dispositif SENTINELLE.

Année particulièrement exigeante avec son lot traditionnel de grandes cérémonies militaires, certaines imprévues du type de celle organisée en hommage au général d'armée Georgelin il y a quelques jours. C'est notre lot quotidien. Nous devons accueillir en mars dernier (tout était prêt, y compris les tribunes qui avaient été montées) le roi d'Angleterre Charles III. Ce n'était que partie remise puisque nous venons de l'accueillir le 20 septembre.

Une année utile et précieuse où, en interne, j'ai changé en profondeur l'organisation de l'état-major à Saint-Germain-en-Laye. J'y ai mis en place une structure plus familière des opérations : une structure dite en J¹, c'est-à-dire une structure par pôles métiers et qui est celle prévalant dans tous les états-majors. J'ai donc donné à mon état-major une dimension plus recentrée sur l'opérationnel et ce, afin de se mettre en « ordre de bataille » pour accomplir les missions qui nous sont confiées et en particulier face aux grands événements qui arrivent. Je veux parler de la coupe du monde de rugby qui a démarré le 8 septembre et, bien évidemment à une autre échelle, l'évènement de l'été prochain : les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

La coupe du monde de rugby n'est-elle pas une bonne occasion pour l'armée de Terre de se préparer aux JOP de Paris 2024 ?

GAL Abad : Oui, mais il ne faut pas se tromper. Factuellement, la coupe du monde de rugby est un évènement sportif, en tout cas pour ce qui concerne le périmètre de l'Île-de-France, sans commune mesure avec les JOP. Nous ne sommes pas à la même échelle. De penser, parce qu'on réussirait parfaitement à passer le jalon de la coupe du monde, que tout irait bien lors des JOP, ce serait se tromper.

Cela étant, vous avez raison ! C'est un bon galop d'essais. Cela nous permet de tester beaucoup de choses : la coordination des acteurs, la capacité à remonter en temps réel des informations et les structures de commandement – ce qui est très important. C'est aussi l'occasion de mesurer, à travers des événements qu'on appelle des « *test events* » (ce sont des compétitions internationales officielles qui se déroulent exactement sur les lieux des épreuves olympiques et qui mobilisent des moyens logistiques et d'organisation assez proches de ce qu'il faudra faire en 2024), ce que représente l'organisation de grandes épreuves complexes au cœur de Paris en termes de mobilité, d'impact sur la vie de la cité, sur la vie des riverains et sur la coordination des moyens de transport parisiens. Tout cela est plein d'enseignements.



Photo 68° RA

1. D'origine japonaise, appelée également modèle horizontal, cette structuration permet une organisation du travail souple et sans fonction figée. Chacune possède ses domaines et conditions d'efficacité. Ce type de structure, selon l'économiste japonais Masahiko Aoki, est plus efficace dans un univers incertain.

Êtes-vous satisfait de ce qui se passe actuellement pour la Coupe du monde de rugby ?

GAL Abad : Les choses se passent correctement, bien que nous n'ayons l'expérience que de quelques matchs, dont un qui a mobilisé toutes les énergies. Globalement, tout s'est très bien passé, sachant que j'analyse les choses uniquement d'un point de vue sécuritaire. Il ne me revient nullement de dire si, sur le plan de l'organisation, tout était correct. En tous les cas, s'il y a eu des dysfonctionnements, ils ne se sont pas ressentis dans le champ de la sécurité.

Tous les gens qui sont allés voir le match d'ouverture, y compris dans les deux « fans zones » place de la Concorde et à Saint Denis, près du Stade de France, et qui représentaient des jauges maximales aussi bien avant, pendant qu'après le match, se sont déplacés sans difficultés entre les lieux d'entrée et de sortie de ces endroits et les lieux de transport en commun (métro et RER). Nous prenons ainsi la dimension d'un événement qui mobilise beaucoup d'acteurs et beaucoup de spectateurs.

Êtes-vous content que l'équipe militaire de rugby soit devenue championne du monde cette année ?

GAL Abad : Oui bien sûr, bien que ce ne soit pas dans mon périmètre de responsabilités ! Je suis content en tant qu'officier général mais également en tant que citoyen et amateur de rugby ! D'autant que c'est aussi une façon de faire briller



Vous évoquiez des événements importants que vous avez vécus : la disparition brutale du général Georgelin et du sergent-chef Nicolas Mazier ainsi que la visite du roi d'Angleterre, Charles III. Quelles sont vos réactions face à ces événements dont vous êtes chargé d'organiser les cérémonies ?

GAL Abad : Ce sont bien sûr trois rendez-vous de nature profondément différente. Le général Georgelin et le sergent-chef Nicolas Mazier, du commando parachutiste numéro 10 d'Orléans, sont deux personnes décédées subitement : le second est tombé au champ d'honneur alors que le premier est décédé accidentellement.

Le niveau de cérémonie n'était pas le même.



© Benoit Tessier / Reuters

Le général Georgelin était un homme qui, par son parcours exceptionnel et sa forte personnalité, était à la croisée de plusieurs mondes : le monde militaire, le monde politique, le monde culturel et, avec le chantier de Notre-Dame de Paris, le monde religieux. Tous ces mondes convergeaient et ont fait ce qu'il était.



S'agissant du sergent-chef Mazier, c'est, malheureusement, une mort au combat en Irak, dans des conditions de combat difficiles. Cela nous rappelle, si besoin était, la singularité militaire et ce que signifie le sacrifice suprême de nos soldats en opération. Même aujourd'hui, en 2023, nous continuons de perdre des soldats en opération, ce qui prouve que nous sommes une armée de métier toujours engagée sur plusieurs continents. Ces engagements sont exigeants, difficiles et dangereux. Nos soldats sont totalement engagés et le risque zéro n'existe pas. Nous perdons encore aujourd'hui des camarades dans des opérations militaires pour des causes nobles : la défense de la paix et de la liberté. Je salue cet héroïsme !

Sentez-vous à travers ces deux événements tragiques, combien les Français sont sensibles à ce genre de disparition ?

GAL Abad : Oui. Notamment grâce aux réseaux sociaux sur lesquels nous avons beaucoup de retours et de témoignages positifs.

Concernant le général Georgelin, c'est différent car il était connu pour sa forte personnalité et il était beaucoup plus médiatisé que le sergent-chef Mazier, ce qui est bien normal pour ce dernier puisqu'il appartenait aux forces spéciales, des unités qui, par essence, sont discrètes.

Mais mourir au combat touche les gens : je le vois bien puisque nous organisons les passages des convois funèbres sur le pont Alexandre III. À travers cet hommage, que nous voulons à la fois solennel, populaire et silencieux, nous voyons quand même bien que les gens ne sont pas insensibles à ce genre de disparition.

C'est important que nos soldats soient soutenus par la population ; on voit bien à travers l'exemple ukrainien combien la notion de résilience d'une nation est importante. Il y a ceux qui portent les armes mais, pour que ces soldats se subliment, il est impératif qu'ils aient le sentiment de l'appui inconditionnelle de leur nation. Si, d'aventure, un jour nous étions appelés à être engagés dans des opérations dites de haute intensité, des opérations dures, il faudrait que cette résilience s'exprime par un soutien total de la nation vis-à-vis de ses soldats mais aussi par la mobilisation de tous les acteurs, par l'engagement des réservistes opérationnels car ce sont eux aussi qui apportent de la profondeur à l'armée d'active. Tout cela ne se décrète pas, cela ne s'organise pas lorsqu'on est confronté à des conflits et à des difficultés, cela se travaille en amont et cette armée capable de répondre aux engagements lourds et difficiles de demain doit se construire aujourd'hui.

Vous parlez de l'importance de la réserve opérationnelle, et la réserve citoyenne ?

GAL Abad : Elle est tout aussi importante car elle évolue dans un champ complémentaire à la réserve opérationnelle. Vous savez ce que j'en pense : la réserve citoyenne est une réserve de rayonnement et d'influence, ce n'est pas une réserve qui est amenée à porter les armes, ni qu'on entraîne dans des camps de manœuvres. C'est une réserve éminemment importante parce qu'elle rayonne, elle est en appui et elle donne du sens à ce que font les armées.



Elle met en œuvre également des actions très concrètes dans le rayonnement de l'armée de Terre : vous le savez bien, on ne peut pas organiser un concert du gouverneur sans la réserve citoyenne. Récemment il y a eu un tournoi de bridge caritatif dans nos salons et j'ai bien noté la présence très dynamique d'une dizaine de réservistes citoyens.

Donc, la réserve citoyenne c'est à la fois cette capacité de relayer, de nourrir et d'éduquer la société civile mais c'est aussi cette capacité à mettre en œuvre des actions très concrètes sur le plan matériel. Cette année, de nombreuses actions innovantes ont été mise en place : les courses solidaires au profit du Bleuets de France, une première, le 14 mai dernier qui a pu se réaliser grâce à l'engagement des équipes du commandant Cazorla et du cabinet dans sa globalité mais aussi par l'engagement d'un nombre très importants de réservistes citoyens.

Vous le voyez, les actions de ces deux réserves sont très complémentaires.

En cas de conflit majeur, il est évident que la réserve citoyenne aura un rôle majeur à jouer, et en particulier en ce qui concerne la résilience, précisément parce qu'elle a un rôle de relais entre les armées et la population.

Le troisième événement dont vous parliez en début d'interview se rapporte à la visite officielle en France du roi Charles III d'Angleterre...



GAL Abad : C'est un événement important tant il est vrai que les relations que nous entretenons avec nos camarades britanniques sont des relations très intimes, ancrées dans l'Histoire.

La présence, pour la première fois en France, du roi Charles III et de la reine consort Camilla est un rendez-vous très important pour la France et pour le président Macron. Je pense qu'il y a, à travers cet événement, beaucoup de symboles : les armées britanniques ont combattu à nos côtés dans les derniers conflits mondiaux ; nos deux armées ont été engagées ensemble au Sahel, en Irak ou en Afghanistan. Nos relations étatiques se nourrissent de partenariats opérationnels militaires extrêmement riches. C'est tout cela qui rend cette visite si importante. D'autant que Charles III connaît bien la France puisqu'il y est venu plusieurs fois. C'est quelqu'un qui parle français remarquablement, qui est profondément francophile et qui a une véritable connaissance de notre histoire. Il y a eu une cérémonie très solennelle à l'Arc de Triomphe pour marquer, autour de la tombe du soldat inconnu, ce lien si particulier et indéfectible qui unit nos armées depuis maintenant plus d'un siècle.



Interview du GMP en amont du défilé, BFMTV

L'Arc de Triomphe est l'endroit d'où démarre le défilé du 14 Juillet... Comment cela s'est passé cette année ?

GAL Abad : C'est une journée toujours très prenante pour nous et qui nécessite, chaque année, de se réinventer à travers de nouveaux thèmes. Ce qui m'importe en premier lieu, c'est que nous répondions d'une part aux attentes de nos autorités politiques et militaires et, d'autre part, que nous soyons au rendez-vous des attentes du grand public. Cet événement reste un marqueur fort de la fête nationale. C'était le troisième défilé sur lequel je travaillais et je mesure chaque année une attente croissante, à la fois de nos autorités, des médias et du grand public.

N'oublions pas non plus que, pour la deuxième année consécutive, la guerre est aux portes de l'Europe. Le défilé militaire est ainsi l'occasion de montrer la détermination des Français à défendre leurs valeurs et combien nos Armées sont engagées et déterminées. C'est aussi une vitrine présentant une armée en profonde transformation et qui se dote des équipements les plus modernes pour répondre aux défis de demain.

Ce fut une très belle réussite, avec un tableau final tourné autour de la commémoration du quatre-vingtième anniversaire de cette année 1943 toute particulière avec, cette année-là, la création de la médaille de la Résistance française, la création du Conseil national de la Résistance et la disparition de Jean moulin. L'ancrage historique fut particulièrement puissant et nous l'avons mis en valeur de façon solennelle.

L'après-midi est toujours réservé aux liens avec la nation. L'appétence de nos concitoyens vis-à-vis de la chose militaire est toujours grande. Cette année encore, et peut-être même davantage, nous avons rencontré un vif succès et avons proposé des activités nouvelles. Ici, aux Invalides, nous présentions au public une cinquantaine d'innovations ; place de la Nation, l'armée de Terre présentait notre matériel ; la Marine nationale était déployée sur le parvis de l'hôtel de ville ; quant à l'armée de l'Air et de l'Espace, elle présentait ses forces au parc André Citroën, dans le 15^e arrondissement.

Nous avons eu un public extrêmement nombreux et chaleureux permettant ainsi de dépasser le formalisme du défilé du matin. Moments d'échanges permettant aux équipages de présenter leurs missions, leur vie de soldats au quotidien et leur expérience. C'est, pour eux, une fierté.

Ces opérations de communication permettent aux Français d'affiner leur connaissance de l'outil militaire. C'est aussi un bon moyen pour recruter, en particulier à destination de la jeunesse auprès de laquelle nous souhaitons faire naître des vocations. C'est important que les jeunes s'engagent dans les Armées, qu'elles soient d'active ou de réserve : c'est cela qui permet de « faire nation ». C'est un travail de longue haleine.



Un mot peut-être sur les jeux olympiques ?

GAL Abad : Nous aurons besoin de tout le monde pour rendre cet évènement inédit extraordinaire. Rendez-vous compte que les derniers JO de Paris ont eu lieu il y a 100 ans, en 1924... ! Nous serons au cœur d'un évènement spectaculaire : la France et sa capitale vont être le centre du monde sportif pendant deux mois. Nous serons observés, jugés et sous pression compte tenu du rang qu'occupe la France au niveau mondial. Nous démontrerons au monde notre capacité à organiser de grands évènements planétaires complexes par leurs modalités mais qui sont à la portée de nos capacités.

Les armées ne sont évidemment pas responsables de l'organisation de ces JOP mais nous y contribuerons en première ligne puisque nous appuierons le ministère de l'Intérieur et de l'Outre-Mer. Nous contribuerons directement à la sécurisation des jeux en sorte que les épreuves se passent dans les meilleures conditions de sécurité possible, afin que le public vienne nombreux et prenne du plaisir, sans être embêté dans ses déplacements.

Notre défi est de faire en sorte qu'aux termes de ces Jeux, lors de la cérémonie de clôture du 8 septembre 2024, nous soyons collectivement très fiers d'avoir réussi un rendez-vous sportif mondial ! Nous abordons cet évènement complexe avec beaucoup d'humilité, évidemment, mais avec aussi une très forte détermination. Nous travaillons dur, main dans la main avec la Préfecture de police de Paris. Nous sommes dans le même état d'esprit qu'une équipe de France sportive qui doit relever un défi ! Les sportifs feront en sorte de gagner le maximum de médailles ; nous, nous serons dans l'équipe qui contribuera à la bonne organisation et à la bonne sécurisation des jeux !



Lors de la prise d'armes du 5 juillet dans la cour d'honneur des Invalides, où les réserves ont été mises en avant, le ministre des Armées déclarait que la réserve citoyenne devait évoluer et qu'elle allait entrer dans une nouvelle étape de son histoire. Qu'en pensez-vous ?

GAL Abad : La première volonté du ministre des Armées est de transformer en profondeur la réserve opérationnelle, en en doublant le nombre de réservistes, ce qui induit une transformation en profondeur.

Quant à la réserve citoyenne, elle doit être associée davantage à nos projets pour effectuer un travail de pédagogie et d'explication vis-à-vis du grand public, de notre jeunesse et des forces vives de la nation : le monde de l'entreprise, le monde des décideurs, les élus quels qu'ils soient, les parlementaires, les maires, les conseillers et les correspondants défense de nos communes.

Pour cela, la réserve citoyenne doit être bien encadrée. Les missions confiées doivent être précises. En tous les cas, c'est ce que nous tentons de faire ici, au sein de mon équipe.

Je suis très heureux de l'engagement des réservistes citoyens et de leur diversité, source d'enrichissement. Je trouve extraordinaires leur générosité et leur disponibilité à rendre service à la fois dans des actions tel que le mécénat ou les quêtes pour le Bleu de France. Je sais qu'ils ne comptent pas leurs heures. Je puis vous dire qu'ils rendent possibles de grands projets comme celui que nous menons pour la cause des blessés et des familles endeuillées. Ils participent également de façon remarquable à notre rayonnement, en particulier auprès de la jeunesse de notre pays. La réserve citoyenne est un vecteur essentiel dans la concrétisation de toutes nos idées. Cette dynamique est précieuse et je tiens, une nouvelle fois, à leur exprimer toute ma reconnaissance.

Dossier



Sous la direction du CDT (rc) Bruno de Laigue



La haute intensité

Un dossier exceptionnel pour un thème non moins exceptionnel.

Nous avons souhaité vous présenter la haute intensité d'une manière très « terre à terre » en commençant par une définition de celle-ci.

Vous découvrirez à travers 3 interviews, et non des moindres, ce que cela implique :

Tout d'abord en termes de formation des officiers : le général Chigot, commandant adjoint du centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), nous a longuement reçus pour échanger son point de vue sur cette question.

Ensuite en termes de développement avec le colonel Dabas. Chef de bureau à l'État-Major des Armées, ancien responsable des programmes de développement capacitaire et évaluations, il nous partagera sa vision des choses à travers le programme Scorpion.

Enfin en termes de commandement avec le colonel Luisetti. Commandant des Diables rouges (152^{ème} régiment d'infanterie), il évoque pour nous ce qu'implique la haute intensité pour un régiment.

Nous ne pouvons parler de haute intensité sans évoquer l'OTAN.

La question des capacités humaines et d'implication totale de la société civile (nos forces armées ont évidemment besoin d'être soutenues par « l'arrière ») sont deux sujets qu'il nous a paru important d'aborder dans ce dossier.

Nous terminons cette étude par les premières leçons retirées de la guerre en Ukraine.

Le réserviste a et aura un rôle à jouer dans ce cadre, tout le monde y consent.

Nous vous souhaitons une excellente lecture !

Le comité éditorial



Définir la notion de guerre de haute intensité

Lorsqu'on évoque la guerre de haute intensité, de quoi parle-t-on ? Les termes, en eux-mêmes, ne seraient-ils pas trompeurs ? Quels sont les enjeux d'un conflit qui mobilisera toutes les forces ?

Par le CDT (rc) Thierry Laugier

La "guerre de haute intensité" est un terme militaire utilisé pour décrire un conflit armé majeur et à grande échelle entre deux ou plusieurs acteurs nationaux ou internationaux. Ce type de guerre implique généralement une utilisation intense de ressources militaires, y compris des forces terrestres, aériennes, maritimes et éventuellement spatiales, ainsi qu'une grande quantité de personnel, d'armes et d'équipement.

Les caractéristiques d'une guerre de haute intensité peuvent inclure :

- ✓ **Un engagement prolongé** : ces conflits peuvent durer des années, voire des décennies, avec des phases de combat intense et des périodes de guerre asymétrique, de guérilla ou de stabilisation.
- ✓ **Grande perte de vies humaines et de ressources** : les guerres de haute intensité entraînent un nombre élevé de victimes parmi les militaires et les civils, ainsi qu'une destruction significative des infrastructures et des économies.
- ✓ **Utilisation d'armes avancées** : les parties prenantes peuvent utiliser une gamme complète d'armes, y compris des armes conventionnelles avancées, des armes nucléaires (dans certains cas), des armes radiologiques, chimiques et biologiques, et des cyberarmes.
- ✓ **Implications internationales** : de tels conflits peuvent avoir des répercussions internationales majeures, notamment en attirant l'attention de la communauté internationale, en suscitant des réponses diplomatiques et militaires de pays tiers, et en perturbant les relations internationales.
- ✓ **Grande planification et logistique** : les opérations militaires à grande échelle nécessitent une planification minutieuse et une logistique complexe pour soutenir les troupes et les opérations sur le terrain.

- ✓ **Impact sur la population civile** : les civils sont souvent touchés de manière disproportionnée dans les guerres de haute intensité, subissant des déplacements massifs, la famine, la destruction de leurs biens et la violence directe.

Le glossaire interarmées de terminologie opérationnelle définit les opérations de haute intensité comme celles « où toutes les fonctions opérationnelles sont susceptibles d'être activées pour s'opposer à une violence caractérisée de l'adversaire ». On comprend alors que la notion de haute intensité n'est pas seulement militaire, mais qu'elle ouvre des implications politiques importantes : la guerre devient de haute intensité, selon l'évaluation qui en est faite par les belligérants, et les moyens qu'ils y consacrent en proportion. Or, il revient aux décideurs politiques de procéder à l'évaluation des enjeux et à déterminer le degré d'engagement de la Nation.

Au-delà, la haute intensité génère des enjeux capacitaires considérables. Outre l'engagement de moyens civils et militaires, il s'agira de fournir les ressources pour qu'ils répondent à la menace et à l'agression ennemie, sur le temps long, en sorte que les capacités morales des belligérants seront fortement mises à l'épreuve. Un défi de taille, dans un monde fluctuant, qui plonge le décideur dans une réflexion constante sur ses ennemis et ses alliés, ses moyens et son engagement....

La haute intensité, n'est-ce pas d'abord et avant tout, la fin de toute certitude ?





La haute intensité est enseignée au sein de nos écoles !

Le **général Thierry Chigot**, directeur adjoint du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), a reçu *Ad Honores* dans ses bureaux de l'École militaire afin de partager son point de vue sur la haute intensité et la formation des officiers supérieurs. Un échange passionnant que nous partageons avec nos lecteurs.

Propos recueillis le 24 juillet 2023 par le CDT (rc) Bruno de Laigue

Ad Honores : Qu'entendez-vous, mon général, par « haute intensité » ?

Général Thierry Chigot : Ce terme n'est pas aujourd'hui défini de façon précise. Tout le monde en parle mais le concept est assez large.

Je vais commencer par vous parler d'hypothèse d'engagement majeur (HEM).

Cette notion est définie dans les contrats opérationnels depuis plusieurs Lois de programmation militaire (LPM), et en amont, dans les différents Livres blancs ou les Revues stratégiques ¹. Elle recouvre l'engagement des armées dans un conflit majeur, c'est-à-dire la guerre ou un conflit proche de la guerre. C'est une notion valable pour toutes les armées, bien évidemment. Elle induit une forte consommation de ressources dans le conflit extérieur qui peut aussi inclure une dégradation de la situation sur le territoire national devenu une cible, principale ou secondaire.

L'HEM peut, bien entendu, avoir lieu hors du territoire national avec un engagement au sein d'une alliance - principalement en Europe. Elle suppose systématiquement que les menaces mettent nos intérêts essentiels, voire vitaux, en danger, contrairement à la haute intensité.



La différence est donc subtile... Dans l'hypothèse d'un engagement majeur, la haute intensité est toujours présente ; l'inverse n'est pas toujours vrai. L'engagement majeur vient de la menace majeure qui pèse sur nos intérêts, tandis que la haute intensité dépend plus de la nature des combats qui sont intenses. L'HEM concerne systématiquement le niveau stratégique, alors que la haute intensité peut ne concerner que le niveau tactique. Enfin, l'HEM s'articule nécessairement avec la dissuasion nucléaire autour des seuils des intérêts vitaux. Désormais, et comme déjà évoqué, la notion de haute intensité est devenue assez vague et peu définie, la confusion entre l'HEM et la haute intensité étant fréquente. Des études récentes le montrent, comme le rapport d'information n° 5054 de l'Assemblée nationale sur « La préparation à la haute intensité » du 17 février 2022, présenté par les députés Patricia Mirallès et Jean-Louis Thiériot, ou l'étude de l'IFRI « Haute intensité : quels défis pour les armées françaises » d'Élie Tennenbaum, publiée en juillet 2023. Il convient aussi de distinguer les combats de haute intensité d'un conflit de haute intensité. Dans les documents de doctrine à venir, la haute intensité sera certainement davantage définie et expliquée, les bases étant posées dans le Concept d'emploi des forces de 2021.

Ainsi, dans une bataille, lorsque les feux sont denses, que le contact entre adversaires est fréquent et que les risques sont nombreux, les combats sont considérés comme intenses. Toutefois, des phases de combat de haute intensité peuvent exister dans un conflit de basse intensité.

La haute intensité sous-entend donc des risques, des pertes, de l'attrition matérielle et humaine. Dans ce cas l'engagement est à la fois physique, humain et matériel.



Char RU détruit en UKR en 2022

Dans une guerre limitée ou dans une opération extérieure, comme l'évacuation de ressortissants, il ne s'agit pas d'un conflit de haute intensité mais des phases de combat de haute intensité peuvent exister comme ce fut le cas par exemple en Somalie avec l'opération Oryx dans les années 90. Opération humanitaire menée par l'armée française, qui a néanmoins vu des combats sporadiques de haute intensité dans Mogadiscio.

Au-delà des combats, un conflit de haute intensité engendre le même type de risques (blessures, morts, destructions...) et d'engagement capacitaire (hommes, matériel, technologie, feux...), mais sur un temps long, proche de la durée du conflit.

Dans un conflit de haute intensité deux notions coexistent : l'intensité politique (enjeux politiques importants et sensibles, intérêts économiques forts, risques stratégiques...) et l'intensité militaire (fort engagement humain, capacitaire et du commandement, risques tactiques ou opératifs).

Au cours des 70 dernières années, nous avons vécu une longue période de près de 40 ans de guerre froide, avec une probabilité assez élevée d'hypothèse d'engagement majeur avec des phases ponctuelles de haute intensité. Après la chute du mur de Berlin, à la fin des années 80, une période de moindre probabilité de l'HEM fut observée, mais jalonnée de crises, engendrant pour les Armées occidentales des phases d'opérations extérieures (bataille de Falloujah, siège de Mossoul, bataille de Raqqa, embuscades en Afghanistan, combats ponctuellement intenses en Afrique...).



Tir dans la profondeur, roquette Grad UKR, région Bakhmout juillet 2023

La période actuelle qui s'est ouverte le 24 février 2022 pourrait être qualifiée de guerre tiède : la guerre est présente en Europe et dans le monde, le réarmement est global, les tensions sont mondiales, l'emploi de la force est désinhibé, les volontés de puissance sont affirmées, au moins une grande puissance mondiale est directement en guerre. L'HEM est donc devenue plus probable. D'autant que la haute intensité existe dans tous les conflits actuels, en Ukraine, dans le Haut-Karabagh, au Yémen, en Éthiopie, au Soudan, avec à chaque fois des engagements intenses, des chars, des drones, de l'artillerie, des missiles, des combats dans les villes, et toujours des pertes humaines importantes. Le conflit en Ukraine est typique de la haute intensité. Et il comporte un lien plus fort avec l'HEM : il se produit sur le sol européen, il mêle indirectement l'OTAN et l'UE, la rhétorique sur les frappes nucléaires est régulièrement affirmée, toutes les grandes puissances observent et soutiennent plus ou moins l'un des belligérants (USA, Grande-Bretagne, Allemagne, Pologne, France, Chine, Iran, Corée du Nord, Corée du Sud, Japon...), les risques de dérapage et d'escalade existent...

Quelles sont les évolutions constatées aujourd'hui dans un conflit de haute intensité ?

GAL Chigot : Dans un conflit de haute intensité, la manœuvre, c'est-à-dire le mouvement et les feux sont toujours présents, comme dans tout combat. Les feux y sont centraux et intimement liés à l'intensité, aux aspects cinétiques, aux destructions et aux pertes importantes.

La première évolution observée dans les derniers conflits est que les feux sont devenus de plus en plus létaux, plus précis et davantage dans la profondeur. C'est une évolution majeure parce qu'auparavant il fallait beaucoup d'obus d'artillerie pour détruire un objectif. Désormais il en faut moins car les objectifs sont très bien ciblés grâce aux nouvelles technologies, aux frappes de précision, à la numérisation et aux drones.

La deuxième évolution concerne la vitesse du ciblage qui est accélérée. Elle complète la précision, la profondeur et la létalité. Elle repose sur un système de commandement agile, numérisé, directement relié aux moyens modernes d'observation. Elle tient à une organisation en boucle courte avec une réduction des intermédiaires.

La troisième évolution repose sur une défense sol-air étendue et intégrée. La défense sol-air est capitale, non seulement pour provoquer de l'attrition mais également pour se protéger. Elle est systématiquement étendue des aéronefs classiques, avions et hélicoptères, jusqu'à la lutte anti-drones et anti-missiles, qu'ils soient de croisière ou balistiques.

La quatrième évolution tient à la profusion de drones dont une part importante sont armés, observant et détruisant des objectifs sur l'ensemble du champ de bataille. Il s'agit d'une évolution fondamentale de la conflictualité qui ajoute de l'intensité, de la vitesse, de la précision et de la visibilité sur le champ de bataille. Elle est particulièrement critique en Ukraine, où la cible d'engagement de nouveaux drones sur le terrain par les Ukrainiens est actuellement de 20 000 drones par mois ! Leur production nationale a déjà été multipliée par plus de 100 au cours de l'année 2023.

Dans tous les exemples de conflits récents déjà cités, quantité de fantassins, de drones et d'artillerie sont réunis, avec souvent de nombreux chars et blindés, mais aussi des capacités de génie. Ce qui induit un commandement plus compliqué, appuyé par la numérisation et les nouvelles technologies. Mais, revers de la médaille, il peut être gêné, voire empêché, par le brouillage et les cyberattaques. Une difficulté supplémentaire est liée à la logistique (stocks de matériel et de munitions, stocks alimentaires et de santé) destinée à soutenir au mieux les troupes, car par les feux dans la profondeur elle devient une cible privilégiée de l'ennemi, dans une logique de réduction du potentiel de combat par la destruction de stocks et l'attrition des flux.

Aujourd'hui, le spectre électromagnétique est systématiquement contesté, ce qui est nouveau. Nous l'avions anticipé mais sans doute pas à la hauteur de ce qui est observé en Ukraine. Ainsi, vous ne pouvez plus émettre avec un poste radio en toute sécurité, le pilotage d'un drone n'est pas garanti parce qu'il peut être brouillé, les signaux GPS sont altérés...

L'espace est capital à la fois pour l'observation et les télécommunications. Il est devenu un domaine de lutte, bien qu'assez préservé pour l'instant.

Le cyberspace, à rapprocher du spectre électromagnétique, est également contesté, mais sans doute pas autant que nous ne l'imaginions avant le début de la guerre en Ukraine.



HI et pertes importantes, UKR en 2022

Le domaine informationnel est également un espace de confrontation : la bataille de l'information y fait rage, plus que jamais. Tous les conflits sont couverts médiatiquement et par les réseaux sociaux. Fausses informations et influence sont désormais des facteurs de guerre primordiaux. Il suffit d'observer ce qui se passe actuellement en Afrique, au Niger ou au Mali pour s'en convaincre.

Notons également une nouveauté : la privatisation de la guerre avec de plus en plus de milices et sociétés militaires privées (SMP). Au Soudan, par exemple, la milice principale qui s'oppose aux forces du gouvernement, certes légèrement équipée, dispose de plus de 120 000 combattants : plus que les forces terrestres françaises ! La SMP Wagner était forte de 40 à 50 000 hommes et était capable de régénérer ses troupes après les pertes massives de la bataille de Bakhmout. Les nombreuses sociétés militaires privées et les milices engagées dans les conflits actuels représentent une part majeure des effectifs engagés.

D'autre part, le partenariat militaire opérationnel évolue. Auparavant il s'agissait de former des compagnies ou des bataillons d'infanterie de pays alliés. Dorénavant, ce sont des dizaines, voire des centaines de milliers d'hommes qui sont équipés, formés et entraînés, jusqu'à la fourniture d'avions de chasse. C'est un partenariat militaire de grande ampleur, à la fois capacitaire, technologique, de conseil et de formation de grandes unités (divisions, brigades).



HI et feux massifs, tir artillerie UKR région Bakhmout 2022

Notons enfin, que dans un conflit de haute intensité, tous les milieux et composantes contribuent aux combats : terre, air, mer, espace, cyberspace, informationnel, et sur l'ensemble des différents champs de bataille, en haute altitude et au ras du sol, sur et sous la mer, sur et sous la terre, dans les villes, dans les campagnes et forêts. Tous les milieux et tous les types d'unités des armées sont concernés dans une imbrication de toutes les batailles avec une combinaison des effets. Néanmoins, nous retrouvons ce que nous observions moins pendant la période des OPEX et davantage pendant la guerre froide : le besoin de conquête de supériorité milieu par milieu. Pour l'armée de Terre, par exemple, c'est être capable de l'emporter au sol avec ses propres moyens offensifs et défensifs, sans forcément l'appui des autres armées car ces dernières doivent d'abord acquérir leur propre supériorité dans leur domaine, qui dans les airs, en mer, dans l'espace ou le cyberspace. À un moment donné, il n'est pas possible d'être partout même si, au niveau interarmes et interarmées, l'imbrication et la combinaison des effets sont la règle. Chaque composante doit désormais clairement se recentrer sur son milieu.

Dans la haute intensité, chaque composante recherche un avantage technologique ou des modes d'actions originaux utiles à sa supériorité de milieu et utiles au plan interarmées. Typiquement les supériorités spatiale, électromagnétique, cyber ou informationnelle qui touchent les trois composantes terrestre, aérienne et maritime sont des avantages critiques.

Les ciblage étant de plus en plus rapides et précis, se pose la question de la survie des unités et des combattants. Dès qu'un vecteur, une unité ou un combattant est décelé il risque fort d'être la cible de feux qui frappent dans la profondeur et qui sont très précis. Le camouflage et la mobilité sont alors des moyens de protection fort utiles.



Drone et Starlink UKR région Bakhmout

Pour la composante terrestre, il est nécessaire d'être plus autonome avec ses propres moyens cyber, informationnels, aériens avec les hélicoptères et la défense sol-air, mais aussi avec des feux dans la profondeur, ce que nous avons un peu perdu de vue depuis la Guerre froide.

D'autant que dans tous les conflits depuis au moins 20 ou 30 ans, la bataille majeure est bien celle qui se déroule au sol, dans la durée et au milieu des populations : Afghanistan, Irak, Syrie, Haut-Karabagh, Yémen, Somalie, Soudan, Ukraine... Il s'agit d'une tendance lourde qui ne semble pas devoir s'inverser rapidement. Même les dernières simulations américaines dans l'Indopacifique, autour d'un hypothétique conflit pour le contrôle de Taïwan, révèlent la nécessité d'une bataille terrestre décisive, notamment du fait des capacités d'A2AD² qui interdisent toute action massive des forces aériennes et navales³. L'efficacité redoutable de l'A2AD est aussi observable depuis presque 20 mois dans le conflit en Ukraine, elle explique la centralité de la bataille terrestre.

Et l'Homme dans tout cela ?

GAL Chigot : Il reste naturellement au cœur du dispositif.

Outre les conséquences désastreuses de toute guerre d'attrition, donc avec des pertes humaines colossales, militaires et civiles, l'homme est la cible centrale de la bataille informationnelle qui est aussi celle des forces morales, qu'elles soient individuelles ou collectives.

Cette bataille touche à la résilience, individuelle d'abord (physique, psychologique, physiologique), collective ensuite (Nation, unité, front). Mais pas uniquement, car avec l'intelligence artificielle, capacité majeure dans les futures conflictualités, l'homme se trouvera aussi au centre de la guerre cognitive qui utilise à la fois des outils techniques mais aussi une meilleure connaissance du cerveau humain, via les sciences cognitives. Le but étant une meilleure préparation des troupes à la résilience et à la guerre de l'influence, qui nécessitera, comme pour la bataille dans le cyberspace, des capacités défensives et offensives. Elles doivent impérativement être anticipées et développées dès maintenant.



Omniprésence des batailles en zone urbaine, Bakhmout
ruines 2023

La France a-t-elle les capacités requises pour faire face à un conflit de HI ?

GAL Chigot : En France, politiques et militaires ont globalement anticipé la réémergence de la haute intensité. Depuis plusieurs années, des concepts ont été écrits, des doctrines préparées. L'entraînement a été progressivement durci dans l'armée de Terre et en interarmées. Ce n'est donc pas une nouveauté pour les armées françaises.

Le conflit en Ukraine ne fait que confirmer ce retour de la haute intensité. Beaucoup de signaux nous parvenaient déjà il y a cinq à dix ans. Ainsi, en observant les batailles de Mossoul ou de Raqqa, les combats du Donbass depuis 2014, nous sentions bien que la conflictualité évoluait. Les combats au Yémen furent également révélateurs, tout comme le conflit du Haut-Karabagh qui a récemment confirmé des tendances lourdes : drones, renseignement, guerre électronique, feux et actions dans la profondeur, ciblage rapide et précis, défense sol-air, guerre de l'information...

Donc, nous observons, nous nous préparons et anticipons un certain nombre de mesures. Encore faut-il bien observer et en tirer des enseignements pertinents, ce qui n'est pas forcément aisé. Les LPM, et singulièrement les deux dernières, font monter en gamme les capacités à la hauteur de la taille de notre pays, des ressources dont nous disposons et de ce que la France accepte d'y consacrer. Le but ultime et idéal étant de monter en gamme à hauteur des menaces qui semblent bien croissantes.

Notons qu'aujourd'hui, la France n'envisage pas d'affronter seule un engagement majeur, notamment très intense et s'inscrivant dans la durée.

C'est la raison pour laquelle notre pays participe à un système d'alliances (OTAN, Europe de la défense) et de partenariats multi et bilatéraux (en Europe et dans le monde). En outre, il dispose en dernier ressort d'une dissuasion nucléaire. Il existe aussi tout un système d'accords de défense qui nécessitent la capacité à combattre avec d'autres, principalement en coalition, avec l'ambition d'y tenir notre rang de puissance d'équilibre. C'est la raison pour laquelle la France aspire à être nation-cadre, au moins pour certaines capacités et composantes, dont la composante terrestre. Toutefois, qui dit nation cadre, dit naturellement fourniture majeure de capacités tactiques. Beaucoup s'illusionnent sur ce concept, car la France ne peut naturellement pas prétendre commander sans fournir des troupes et équipements en quantité et en qualité suffisantes et sans fournir aussi les moyens de commandement (systèmes d'informations, de télécommunication), tout en ayant atteint un niveau satisfaisant d'interopérabilité avec ses alliés et partenaires, ce qui est très exigeant pour les équipements et l'entraînement.

La définition des capacités dont la France aurait besoin est le fruit d'un travail de prospective, d'anticipation, de doctrine, d'expérimentations, d'observation des conflits et de RETEX. Par exemple, pour l'armée de Terre, le Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC) a créé, il y a maintenant un peu plus d'un an, un observatoire des conflits pour les étudier et en tirer des leçons afin de mieux préparer les forces terrestres aux conflits de haute intensité de demain.

Dans les centres de formation, dont les quatre écoles de l'enseignement militaire supérieur qui dépendent du CDEC, nous avons également bien intégré toutes ces problématiques. Ainsi avons-nous intégré le cyber, le spatial et l'influence dans nos enseignements. Nous avons aussi amélioré les équipements et les procédures de chaque armée. Nous développons les drones, les feux dans la profondeur, le cyber et, pour l'armée de Terre, tout ce qui est lié à la logistique, à l'artillerie et au génie, sans négliger le renseignement, l'influence et les systèmes de commandement numérisés. Ces évolutions capacitaires sont non seulement exposées dans nos écoles, mais donnent lieu à des formations spécifiques dans tous les domaines émergents.

La LPM 2024-2030 qui a été récemment votée consacre un effort important, d'un point de vue budgétaire (413 milliards d'euros sur les sept prochaines années) et capacitaire, afin d'avoir l'aptitude à faire face à la haute intensité. Au point de vue des ressources humaines, le ministère des Armées a prévu le doublement des réserves, avec une mise en œuvre progressive. Cela permettra d'augmenter la masse et de contribuer à la résilience sur le sol national. Notre école de formation des officiers de réserve (ESORSEM) a déjà anticipé le doublement de la formation des réservistes, en l'intégrant dès les stages en cours de juillet 2023.

Comment les armées se préparent-elles à la haute intensité ?

GAL Chigot : Les armées endurent la préparation opérationnelle par de grands exercices, qui, pour l'armée de Terre, concernent les niveaux régiment, brigade, division, voire corps d'armée. L'exercice Orion qui s'est déroulé ces derniers mois en France était le premier d'une telle envergure depuis une bonne vingtaine d'années. Toutes les armées ont été déployées en terrain libre dans un entraînement au conflit de haute intensité. S'y ajoutent également tous les exercices conduits avec nos partenaires, en bilatéral ou en multinational, notamment au sein de l'OTAN. Depuis au moins deux ans, tous les thèmes ont été orientés vers la haute intensité.

Cette préparation s'étend à la formation. Actuellement le CDEC a la responsabilité de quatre écoles de formation des officiers supérieurs (EEM⁴, EDG-T⁵, ESORSEM⁶ et EMSST⁷) qu'il vient de transférer à la DRHAT⁸. Comme les doctrines évoluent, il faut les enseigner régulièrement. La formation précède l'entraînement et la préparation de mission. Tout cela est enseigné progressivement, de l'officier supérieur qui travaillera en état-major ou à la tête d'une unité, au soldat, en passant par le sous-officier, qui ont tous vocation à être engagés dans ce type de conflits. L'armée de Terre va donc se transformer afin d'être encore plus apte et plus réactive face à la haute intensité. Cette transformation qui débutera dans quelques mois et sur plusieurs années dans le cadre de la LPM verra une réorientation des efforts consentis mais aussi des renoncements dans d'autres domaines. L'ordre de transformation de l'armée de Terre vient d'être donné par le CEMAT, le général d'armée Pierre Schill, et diffusé à l'armée de Terre fin juillet.

En quoi consiste cette transformation ?

GAL Chigot : D'abord en une modernisation des équipements pour gagner en puissance, avec aussi un rééquilibrage capacitaire afin de renforcer l'artillerie, le génie, la logistique, le renseignement et l'influence, d'augmenter la numérisation, d'acquérir des équipements pour les feux dans la profondeur, d'augmenter les capacités en drones et pour le ciblage, de rééquilibrer les fonctions opérationnelles. L'objectif étant de passer d'une armée « expéditionnaire » à une armée prête à la haute intensité avec des brigades complètes, plus autonomes (blindés, infanterie, artillerie, génie, systèmes d'information), disposant de leur propre logistique et d'un commandement totalement adapté, beaucoup plus robuste et résilient, capable de faire face à la haute intensité. Comme les divisions, elles seront abonnées pour au moins un an à une zone potentielle d'opérations.

Ensuite, en une refonte de l'organisation pour la rapprocher de celle du temps de guerre et aussi pour gagner en réactivité.

Enfin, en une amélioration du fonctionnement courant, avec un renforcement de l'esprit d'initiative, des responsabilités et la recherche de simplifications.

Simultanément des déploiements sur les zones potentielles de conflits sont réalisés, afin d'être présents sur ces zones et de s'y accoutumer. La mission Aigle en Roumanie (de niveau bataillon puis brigade à terme) est un déploiement proche d'une zone de conflit puisque les derniers bombardements russes étaient à quelques kilomètres de la frontière roumaine. Ces unités se rapprochent de la haute intensité, géographiquement et dans les déploiements. Rien que la manœuvre logistique de ces déploiements participe à la préparation à la haute intensité. Même chose dans les pays baltes avec l'opération Lynx d'un niveau SGTIA (sous-groupe tactique interarmes) au sein d'un bataillon allié et pour l'opération Gerfaut, récemment dévoilée par le ministre des Armées qui visitait nos troupes en Pologne, dont l'objectif est la formation de brigades ukrainiennes. Ce sont des opérations proches des zones de tension et de celles de combats de haute intensité. Elles contribuent, par conséquent, à la préparation du combat de haute intensité et à l'accoutumance aux zones et alliés potentiels de possibles engagements futurs en Europe, tout en resserrant les liens entre nations et en ayant un rôle dissuasif. Un commandement terre Europe (CTE), devrait prochainement coordonner à partir de Lille toutes ces actions sur notre continent.

Pour les forces terrestres, les cinq défis de cette transformation sont :

- ✓ le combat dans la profondeur (feux, renseignement, ciblage, drones...);
- ✓ l'aptitude à la guerre hybride ;
- ✓ la résilience de la zone arrière (logistique, commandement, défense opérationnelle du territoire, économie de guerre) ;
- ✓ les ressources humaines (en quantité et en qualité, réserves, partenaires privés et étrangers inclus) ;
- ✓ la numérisation et la maîtrise des nouvelles technologies.

Par cette transformation, l'armée de Terre intègre les évolutions de la conflictualité et se prépare à des conflits plus durs et intenses, hélas devenus plus probables, y compris en Europe. Mais elle n'oublie pas l'expérience acquise après 60 ans d'opérations de gestion de crise et demeure prête aux engagements moins exigeants mais encore très probables, comme la lutte contre le terrorisme, contre les guérillas, la stabilisation post-crise, la protection des ressortissants, les opérations sur le territoire national, qu'elles soient sécuritaires ou déclenchées face à des catastrophes.

Dans ces écoles, comment préparez-vous vos officiers stagiaires à la haute intensité ?

GAL Chigot : Nos formations sont adaptées en fonction de ce que nous percevons de l'évolution de la conflictualité. Il n'y a pas que les équipements, car il convient de tenir compte de la perception que nous avons de la conflictualité : comment y faire face avec ce dont nous disposons aujourd'hui et ce dont nous disposerons demain ? Toutes les évolutions que je viens d'évoquer (conflits avec davantage de masse, d'attrition, de réactivité, de ciblage, de dénis d'accès, de milices et sociétés militaires privées) s'inscrivent dans ces analyses. De même que le partenariat militaire opérationnel, déjà évoqué, nécessite de former beaucoup plus de monde dans des domaines de plus en plus techniques. Ces évolutions sont conceptualisées pour être théorisées d'un point de vue doctrinal afin d'être adaptées ensuite avec le retour d'expérience ou l'observation des conflits. D'où l'importance de la prospective, de l'anticipation, mais aussi de l'observation et du retour d'expérience.

Toutes les leçons que nous en tirons sont injectées directement dans l'enseignement afin de sensibiliser les officiers stagiaires en leur disant : « Voilà ce qui est en train de se passer, voilà les conclusions que nous en tirons et voilà ce vers quoi nous souhaitons aller ; voilà comment, si cela arrivait ce soir, il faudrait faire pour mieux affronter la haute intensité et voilà comment on envisage de faire mieux demain avec les équipements qui seront livrés et les réorganisations qui seront plus abouties. »

C'est un effort de pensée militaire, de préparation, d'anticipation des combats de demain, de la guerre future à partir d'une meilleure description de la conflictualité future, d'une meilleure description de nos modes d'action et de ce dont nous avons besoin, tant en termes d'équipements que d'organisation. Il s'agit d'un travail collaboratif qui est conduit avec toutes les fonctions opérationnelles de l'armée de Terre mais également avec l'interarmées et nos alliés. Cette démarche contribue à une bataille peu connue : la bataille de la supériorité cognitive qui complète, voire supplante, la bataille informationnelle plus connue. En effet, si vous vous préparez en amont en observant finement le nouvel environnement opérationnel, en réfléchissant à diverses solutions, vous avez déjà gagné une partie de la bataille. Pour la gagner, nous avons besoin de réflexion et d'anticipation. Ensuite, les concepts élaborés et les nouvelles doctrines diffusées contribuent à l'enseignement et orientent l'entraînement.



Affirmation des grandes puissances, exercice Vostok 2018

Dans les quatre écoles dont nous avons la tutelle, nous formons les officiers aux combats de demain, sans oublier les leçons des guerres d'hier, qui pourraient resurgir ou perdurer, ni les grandes règles de la tactique.

À l'École d'état-major (EEM) à Saumur, qui s'adresse aux capitaines ayant déjà commandé une unité et destinés à travailler en État-major opérationnel ou organique, nous préparons les officiers subalternes à la tactique afin d'évoluer au sein de groupements tactiques interarmes (GTIA) et de brigades interarmes (BIA). Nous les préparons également à mieux appréhender cet environnement, sa complexité et nous les incitons à trouver des solutions tactiques. Ainsi, suivent-ils des exercices en simulation, en jeux de guerre, sur carte, sur des ordinateurs ou sur le terrain, parfois dans des études historiques, toujours avec un thème de haute intensité.

À l'École de Guerre - Terre (EDG-T), c'est la même chose à un niveau supérieur puisque les officiers stagiaires y travaillent d'abord au niveau brigade, mais surtout au niveau division, parfois même au niveau corps d'armée et le plus souvent en coalition. Les officiers stagiaires conduisent des exercices où il est systématiquement question de haute intensité et d'alliance. Ils mènent aussi des études historiques de terrain : nous les amenons sur des terrains de la 1^{ère} ou 2^{ème} Guerre mondiale où ils réfléchissent à la manœuvre de l'époque tout en la comparant à ce qu'ils feraient aujourd'hui sur un même terrain, au besoin avec des capacités plus modernes. Nous nous rendons compte que des permanences tactiques existent, presque immuables, mais que des évolutions, dont il faut tenir compte, sont à anticiper. Ainsi, la réflexion est-elle alimentée, d'une façon concrète, à partir de faits historiques et d'une géographie qui n'a guère changé.

L'École supérieure des officiers de réserve spécialistes d'état-major (ESORSEM) intègre également ces problématiques de haute intensité, de la même manière que l'EEM et l'EdG-T, dont elle est l'équivalent pour la formation des officiers de réserve. Elle s'apprête à former deux fois plus de cadres, en amont du doublement des effectifs de la réserve.

Enfin, l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique (EMSST) forme les experts et techniciens dans tous les domaines allant des sciences humaines aux sciences mathématiques en passant par la physique ou le numérique. Nous élargissons également notre enseignement aux domaines émergents (cyber, spatial, NRBC, guerre économique ou informationnelle, hyper-vélocité, quantique, intelligence artificielle, sciences cognitives...) mais aussi aux nouveaux processus logistiques, à la finance et aux normes (dans la LPM il existe des volets financier et normatif), aux ressources humaines, au renseignement ou à l'influence...

Ces quatre écoles ont des revues de programme annuelles de façon à les réorienter en fonction de l'analyse que nous faisons de la conflictualité. Typiquement, nous souhaitons acquérir davantage de compétences en cyberdéfense ou en capacité à comprendre la guerre économique. Il nous faut donc identifier les bonnes écoles ou universités et les profils d'officiers adaptés afin de les former rapidement dans ces domaines critiques et émergents.

Quels enseignements retirez-vous de la guerre en Ukraine ?

GAL Chigot : L'Ukraine est hélas un formidable laboratoire qui permet de mieux anticiper les évolutions de la conflictualité et de la haute intensité. Ne pas regarder et analyser ce conflit serait une faute. Nous devons en tirer toutes les leçons et donc bien observer, afin d'en tirer les leçons pertinentes pour la France. Ce qui n'est ni simple, ni facile, d'où le besoin de travail, de méthode et de réalisme. Il semblerait que beaucoup de commentaires sur ce conflit soient partiels, voire partiels, et pour le moins peu rigoureux. Certains prévoyaient une victoire éclair des Russes, d'autres un assèchement des munitions et un effondrement du moral de l'armée russe ou une contre-attaque fulgurante des Ukrainiens. Or, après déjà presque deux ans de conflit, il n'en est rien. Car la réalité est plus complexe, l'observation est difficile et brouillée, d'une part, avec les opérations d'information des deux adversaires, d'autre part, avec des biais cognitifs occidentaux, voire français et jusque dans nos armées.

Néanmoins, avec le conflit en Ukraine, nous avons vu une double prise de conscience : la guerre n'est plus improbable, autant pour les civils que pour les militaires, y compris en Europe. Ce n'est pas exactement le même type de guerre que celles que nous avons connues par le passé (1^{re} et 2^e Guerres mondiales, guerre de Corée... où ont été observés la haute intensité, et même de l'engagement majeur pour les deux premières), avec cependant de nombreuses similitudes : la masse, les feux, la guerre de l'information, les combats dans les tranchées, dans les villes et villages, dans les forêts, la primauté des combats au sol dans le cours des batailles et même de la guerre. C'est également le retour des conflits en Europe avec un retentissement mondial, y compris économique, financier, diplomatique et politique.

Cette guerre est à la fois politique et civilisationnelle, car deux blocs s'y opposent, chacun avec une idéologie, au travers d'un engagement massif et fort des deux protagonistes, à la fois humain et matériel, chacun étant soutenu par une partie du monde. Je pense que l'Ukraine et la Russie recherchent actuellement des soldats en nombre, formés rapidement, pour les déployer au plus vite sur le front, mais aussi des capacités de rupture et des modes d'action innovants. La relance de l'industrie de défense est très importante afin d'arriver à une production de masse, à la fois pour atteindre le meilleur rapport de force dans les batailles mais aussi pour durer et combler les pertes très importantes.

Chacun recherche la supériorité technologique, au moins dans certains domaines. La masse et la technologie peuvent sembler antagonistes. Toutefois, une voie se dessine avec les technologies duales. Nous constatons actuellement, notamment du côté ukrainien, mais également côté russe, la volonté de militariser des technologies civiles matures, ce qui coûte moins cher, est plus souple, plus bref dans les livraisons, plus facile à mettre en œuvre, à soutenir, et donc qui permet un déploiement plus rapide et à grande échelle. L'exemple des micro-drones et des moyens de télécommunication est patent.

Comme déjà évoqué, nous notons une évolution indéniable des feux qui sont plus massifs, plus précis, davantage en profondeur. Ce qui engendre une importante attrition des forces et des populations.



L'importance des pré-déploiements de l'OTAN, batterie SAMPT Maba française en Roumanie, 2022

Des erreurs de tir sont hélas toujours à déplorer, avec des personnes qui passent aussi au mauvais moment sur un lieu bombardé, avec enfin des belligérants pas toujours soucieux des vies des civils et du droit des conflits armés.

Le conflit est total car il touche l'économie, l'information et la culture, bien au-delà des seules forces armées qui, cependant, encaissent le choc principal. Les frappes sol-sol sont dans la grande profondeur, depuis parfois des milliers de kilomètres. Le commandement est très numérisé, avec par exemple des applications sur téléphone portable pour préparer les tirs d'artillerie et les renseigner. Il intègre déjà de l'intelligence artificielle afin d'automatiser les processus et de gagner du temps. Les communications satellitaires civiles à haut débit, via des satellites à orbite basse comme Starlink, alimentent en temps réel le renseignement et le commandement. La téléphonie portable et l'Internet sont utilisés à des fins militaires avec des procédures adaptées.

Le partenariat militaire opérationnel est massif avec des équipements de haute technologie ou plus classiques, dont un soutien intégré dans la durée (livraisons, maintenance, approvisionnements...).

De nouvelles procédures logistiques émergent, avec des protagonistes qui sont tenus de trouver de nouveaux modes d'action pour gérer les stocks et flux qui sont régulièrement visés.

Sans négliger la nouvelle guerre informationnelle, celle de l'ère des réseaux sociaux, qui n'a jamais vu dans un conflit autant d'images et vidéos quotidiennes, disponibles en source ouverte, utiles non seulement pour les actions opérationnelles ou l'OSINT⁹, mais également pour le Retex, l'enseignement, la réflexion prospective, la doctrine...

La réserve citoyenne peut-elle avoir un rôle à jouer dans le cas où la France s'engagerait dans un conflit de haute intensité ?

GAL Chigot : Oui bien sûr. Et même dès à présent, dans la phase qui précède un possible conflit. Plus généralement, les réserves ont un rôle majeur parce que, précisément, elles s'appellent « réserve ». Dans un conflit de haute intensité, il y a un fort besoin de masse. C'est d'autant plus vrai qu'avec l'attrition un besoin de régénération se fait sentir. Sans oublier la recherche d'expertises dont les armées ne disposent pas forcément dans l'active, mais qui sont utiles à la guerre et dans la préparation de la guerre, dès le temps de paix.

Nous avons grand besoin d'une réserve augmentée et davantage intégrée, c'est évident.

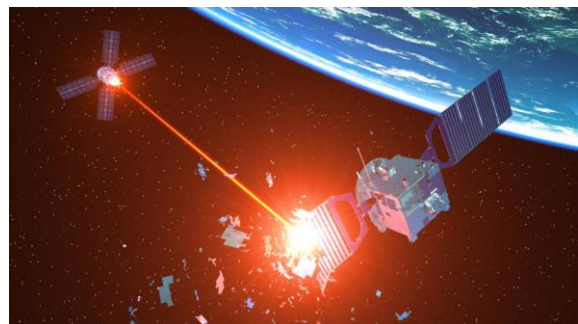
Doubler la réserve opérationnelle (RO) est vraiment essentiel et prévu dans la LPM 2024-2030. La réserve citoyenne (RC) vient en complément de cette manœuvre, avec à la fois des expertises (venant du monde civil, privé ou public), utiles pour recueillir des avis, mais également pour servir de relais et mettre en relation, c'est un rôle tout aussi important.

À propos de logistique, de numérique, de ressources humaines ou de finances, les armées n'ont pas toutes les expertises dans l'active. Or, d'autres solutions ont été testées et éprouvées, des savoirs et de l'expérience existent dans le civil qui méritent d'être analysés par les militaires, au besoin par l'intermédiaire de réservistes.

Le rapport annexé de la LPM 2024-2030 précise même que « la réserve citoyenne continuera à être encouragée, en France mais aussi à l'étranger, à être mieux formée, davantage intégrée dans les travaux de réflexion et les exercices des armées et participera également à l'approfondissement du lien Nation-armée ».

Car la RC doit continuer d'être un relais pour l'armée de Terre, sous l'angle du rayonnement, de la visibilité des armées dans le paysage à la fois national et international, civil, médiatique, diplomatique ou politique... RO et RC ont un rôle accru à jouer car la haute intensité touche tellement de domaines que nous aurons vraiment besoin de tous les volontaires, de toutes les expertises et de tous les relais.

Il y a indéniablement de la place, encore plus qu'avant, pour nos réservistes citoyens, qui peuvent contacter l'ESORSEM pour accéder à des informations ou des formations. Que les volontaires n'hésitent pas non plus à se manifester auprès des formations de l'armée de Terre proches d'eux, géographiquement ou du fait de la proximité des compétences.



1. La dernière Revue stratégique de 2022 indique que : « Les armées sont préparées à un **engagement majeur** et prêtes à s'engager dans un affrontement de **haute intensité**, en particulier dans le cadre de la défense de la zone euro-atlantique. Elles sont en mesure de se déployer sous faible préavis, capables d'entrée en premier, avec ou sans l'appui éventuel de pays alliés. Elles disposent des capacités pour se protéger, durer et pour faire face à une attrition élevée (supériorité aérienne et supériorité des feux). Elles sont en mesure de fournir à un pays allié les soutiens nécessaires sous faible préavis. »
La LPM 2024-2030 indique au paragraphe 1.2 de son rapport annexé, « Réagir de manière décisive en cas d'engagement majeur. Le deuxième axe de transformation est notre capacité à faire face à un **engagement majeur** et à des affrontements de **haute intensité**. »
2. *Anti-access / area denial*, déni d'accès et interdiction de zone, obtenu notamment par la combinaison des moyens de surveillance, de détection et de frappes précises à longue distance, principalement composée de défense sol air et de missiles ou drones antinavires.
3. Voir par exemple l'étude du CSIS : *The First Battle of the Next War, Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan*, janvier 2023.
4. École d'état-major de Saumur
5. École de guerre-Terre
6. École supérieure des officiers de réserve spécialistes d'état-major
7. Enseignement militaire supérieur scientifique et technique
8. Direction des ressources humaines de l'armée de Terre. *Open source intelligence* ou ROSO-renseignement d'origine sources ouvertes



« Scorpion », un programme pour préparer les troupes à la haute intensité

Le colonel François-Régis Dabas a été responsable des programmes de développement capacitaire et évaluations (Scorpion) après avoir été notamment chef de corps du Quinze-Deux (152^e régiment d'infanterie à Colmar). Commandant du groupement tactique désert Ardent au sein de l'opération Barkhane, il est l'auteur de plusieurs ouvrages (« *Quelle stratégie pour la Chine ?* », « *Septentrion* » ...) et a reçu Ad Honores pour évoquer la haute intensité.

Propos recueillis par le CDT (rc) Bruno de Laigue

Ad Honores : mon colonel, pouvez-vous nous expliquer ce qu'est le programme « Scorpion » ?

Colonel François-Régis Dabas : l'armée de Terre a mené une réflexion importante sur l'ennemi. Ce travail s'est concrétisé par un document qui décrit « l'ennemi générique », c'est-à-dire les différentes catégories d'ennemi à l'affrontement duquel il faut se préparer. Il faut s'y préparer à la fois sur le plan des équipements, de la doctrine d'emploi et de l'entraînement, donc de la préparation opérationnelle assignée notamment (mais pas exclusivement) aux chefs de corps.

En ce qui concerne les nouveaux équipements, nous sommes dans une période de transformation « Scorpion » au sein de l'armée de Terre, qui sera suivie demain par « Titan ».

« Scorpion » c'est le renouvellement des capacités de combat du segment médian, c'est-à-dire les Griffon et les Jaguar destinés à équiper la 6^{ème} brigade légère blindée et la 9^{ème} brigade d'infanterie de Marine, ainsi que les Serval destinés à équiper la 11^{ème} brigade parachutiste et la 27^{ème} brigade d'infanterie de montagne.

Ce segment dit « médian » est complété par le segment dit « de décision » : la 2^{ème} brigade blindée à Strasbourg et la 7^{ème} brigade blindée à Besançon, équipées de chars Leclerc et du VBCI (véhicules blindés de combat d'infanterie). Ces deux types de véhicules seront renouvelés après 2030 dans le cadre du programme « Titan », qui est la prolongation de « Scorpion ». Il y aura, dans ce cadre, un successeur au char Leclerc, ainsi qu'au VBCI. La connectivité interarmées et interalliés sera accrue. Le CIFS (« *common indirect fire system* » ou système commun de tir indirect) permettra de consolider notre capacité de frappe dans la profondeur.



« Scorpion » renouvelle les équipements du segment médian, mais il introduit également de nouvelles modalités de combat, parce que toutes les plateformes sont désormais connectées. Ainsi, toute la technologie développée aujourd'hui sur une frégate de la Marine nationale se retrouve sur une plateforme de combat de l'armée de Terre : la géolocalisation en temps réel ; la communication satellitaire ; les détecteurs d'illumination laser ; les détecteurs acoustiques permettant de localiser les départs de coups ; le traitement d'images afin de détecter, reconnaître ou identifier amis ou ennemis. Toutes ces données de détection sont transmises à un cerveau électronique avec des algorithmes de combat d'intelligence artificielle pour apporter au chef des informations tactiques, pour alerter sur la présence ennemie, pour synthétiser des informations, voire pour proposer des réactions tactiques.

Dans les années 80, on avait des véhicules de transport de troupes ; ensuite sont apparus les véhicules d'appui avec des armes en superstructure, allant même jusqu'à des plateformes de combat embarqué (le véhicule peut combattre avec un groupe de soldats à l'intérieur).

Aujourd'hui, les véhicules deviennent des plateformes de combat intelligentes connectées entre elles et qui ne cessent de communiquer, permettant ainsi de transmettre des informations en temps réel ou quasi réel (les niveaux de latence sont impressionnants), ce qui facilite et fluidifie la manœuvre tactique.

In fine, grâce à « Scorpion », cette nouvelle supériorité technologique des équipements offre de nouvelles potentialités d'emploi, ce qui fait évoluer la doctrine : c'est le « combat collaboratif ». « Scorpion » a également pour ambition d'intégrer les drones et les robots destinés à renseigner dans le nouveau compartiment de terrain : les nano-drones, comme le *Black Hornet*, de la taille d'une grosse libellule ; des micro-drones ; des petits robots terrestres. Il existe également des drones plus importants à voilure fixe, au niveau des brigades.

Pour autant, revers de la médaille, la technologie connaît aussi des vulnérabilités, en particulier par rapport à la menace cyber (intrusion dans les systèmes informatiques) et la guerre électronique (écoutes radio, leurrage, brouillage, etc.). Nos systèmes doivent donc être durcis et rendus impénétrables. C'est tout cela qui permet de se préparer à la haute intensité.

Qu'est-ce que la haute intensité pour vous mon colonel ?

COL Dabas : Il y a différentes manières de parler de haute intensité.

Il y a d'abord deux types de haute intensité : la politique et la militaire. Parfois les deux se rencontrent mais pas toujours. Par exemple dans le conflit en Ukraine, il y a pour la France une très haute intensité politique mais pas de haute intensité militaire, car nous ne sommes pas engagés en tant que belligérants dans ce conflit, même si des équipements sont fournis : la haute intensité est politique, sans doute industrielle mais elle n'est pas militaire. À l'inverse, en Afghanistan, où l'armée française a subi des pertes, la haute intensité militaire était très présente mais la haute intensité politique était plus relative, compte tenu de la nature des intérêts français dans ce pays.

De la même manière, pour le combattant engagé contre les terroristes au Sahel, ce qu'il vit sur le terrain dès qu'il y a des actions de feu, devient très vite de la haute intensité. Ce n'est pas pour autant qu'à Paris, il y ait la même intensité politique. Cette nuance fait qu'au lieu de parler de haute intensité, on préfère l'expression « d'ambition d'engagement majeur » (AEM).

Après ces précisions sémantiques, il faut bien comprendre que désormais, l'ennemi que l'on se prépare à affronter est un ennemi qui n'est plus asymétrique mais qui est aussi fort que nous, voire plus fort le cas échéant. C'est à cela que l'on se prépare. Cet ennemi va contester notre supériorité, voire la surpasser sur différents champs de bataille : physique, aéroterrestre, maritime, aérien, cybernétique ou encore exo-atmosphérique. Il peut créer des dommages matériels et des pertes dans nos rangs et on peut se retrouver en état d'infériorité. Voilà le nouvel ennemi.

La France a-t-elle les capacités de faire face à la haute intensité ?

COL Dabas : L'armée de Terre n'a pas une masse illimitée de soldats, mais c'est une armée de haute technologie.

La manière dont nous envisageons notre engagement dans une guerre de haute intensité réside dans une coalition avec nos alliés pour générer la masse nécessaire, avec des capacités de commandement de niveau corps d'armée ou composante terrestre (le « corps de réaction rapide France » situé à Lille et le « corps de réaction rapide européen » situé à Strasbourg), ainsi qu'une force de niveau divisionnaire.

En revanche, pour garantir les intérêts vitaux de la Nation, les autorités politiques disposent de la dissuasion nucléaire.



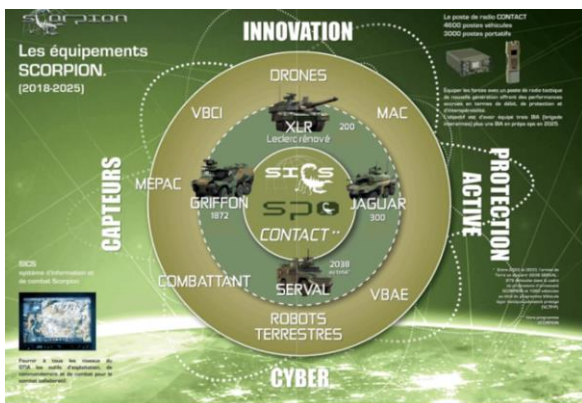
Comment l'armée de Terre appréhende-t-elle la haute intensité ?

COL Dabas : L'effort de préparation opérationnelle se porte de plus en plus au-dessus du niveau régimentaire. Le chef de corps va toujours continuer à entraîner ses troupes, mais c'est bien au niveau divisionnaire que l'armée de Terre envisage son engagement dans la haute intensité. Il existe deux divisions « Scorpion » : la 1^{ère} division, à Besançon et la 3^{ème} division, à Marseille. Pour mémoire, une division compte environ 20 000 hommes répartis en 3 brigades interarmes qui, elles-mêmes, sont composées chacune de sept régiments. Ces divisions constituent le « *hub* » du combat aéroterrestre, entre les troupes au sol et l'appui de l'aviation légère de l'armée de Terre.

Avant le retour de la guerre en Europe, l'effort d'entraînement portait sur le niveau de la compagnie. Une compagnie (ou sous-groupe tactique interarmes), réunit 200 soldats commandés par un capitaine avec un noyau-clé d'infanterie et de cavalerie, ainsi que l'appui du génie, voire de l'artillerie.

Depuis, la prise de conscience du retour de la guerre de haute intensité a amené à réorienter l'effort d'entraînement au niveau de la division et au niveau de la brigade. Le chef de corps va évidemment toujours continuer à entraîner ses hommes, mais la manière de se préparer à la haute intensité évolue vers les niveaux supérieurs.

La haute intensité est devenue un thème structurant au-delà de la sphère militaire. On parle de temps qui vont être très durs. Faisant référence au sursaut ukrainien, on parle de plus en plus de forces morales de la Nation. L'ennemi est souvent un excellent formateur : il nous oblige à nous adapter et à monter en puissance.



Comment les militaires se préparent-ils à la haute intensité ?

COL Dabas : Se préparer à la haute intensité consiste à faire évoluer équipements et doctrine, mais également à former les troupes. La formation des cadres est essentielle, car dans notre système, ils servent généralement avec une certaine longévité par rapport aux soldats qui sont engagés sur des contrats limités.

Les cadres sont ceux qui vont donner les ordres opérationnels, commander et planifier la manœuvre tactique. Ils doivent donc être particulièrement bien formés et aguerris pour utiliser tout le potentiel de combat apporté par les équipements, les combattants placés sous leurs ordres et la doctrine.

L'armée française fait confiance à ses bas échelons tactiques, les lieutenants et les capitaines. Ces derniers ne répètent pas des schémas qu'ils ont appris à l'école ; ce sont des chefs qui réfléchissent à des problèmes tactiques et qui, par une méthode de raisonnement issue de l'héritage militaire français, savent faire preuve de créativité et d'innovation, contrairement à certains alliés qui sont plus procéduriers. Nos lieutenants et nos capitaines vont devoir réfléchir et proposer des solutions spécifiques à chaque problème tactique qu'ils rencontrent. Sur le champ de bataille, ils n'appliqueront pas des schémas prédéfinis, d'autant que les théâtres d'opérations deviennent transparents. En effet, il y a des capteurs partout et toutes les informations sont partagées en temps quasi réel : il est indispensable d'utiliser tout le potentiel technologique et ainsi, de permettre aux bas échelons tactiques de réagir rapidement.

Il y a donc un véritable effort de subsidiarité dans le commandement et par conséquent, un appel plus fort à la responsabilité de chacun. Les cadres doivent mieux comprendre les intentions des niveaux supérieurs et être capables de bonnes initiatives. Dans la formation et dans l'entraînement, sera favorisée la prise d'initiatives, même si celles-ci sont sources d'erreurs, car il vaut mieux apprendre de ses erreurs à l'entraînement qu'en payant le prix du sang. C'est ainsi que la subsidiarité sera le mieux acceptée et qu'elle sera synonyme de responsabilité donc, *in fine*, d'efficacité.



Ils doivent également être capables de réfléchir sous forte pression : la pression de l'ennemi, la pression du temps, la pression des troupes (en particulier s'il y a eu des pertes, d'autant que le chef n'y est pas insensible). Le chef doit être, également, en mesure d'absorber la surcharge cognitive : trier l'information pour retenir celle qui est la plus pertinente et pour aller à l'essentiel. Il y a donc un véritable enjeu de formation.

Il s'agit également de créer de nouvelles capacités d'entraînement. Le centre d'entraînement au combat (CENTAC) à Mailly-le-Camp et le centre d'entraînement en zone urbaine (CENZUB) à Sissonne constituent des véritables bijoux technologiques, où l'on retrouve les conditions d'une bataille de haute intensité. Le CENZUB de Sissonne reconstitue une ville avec son centre historique et ses périphéries urbaines (zones industrielle et commerciale). Au CENTAC de Mailly-Le-Camp, on se situe plutôt sur un terrain ouvert de type centre-Europe. Dans ces espaces d'entraînement, les unités s'exercent au combat de haute intensité avec un ennemi matérialisé par une force adverse et les effets des armes sont simulés par un laser. Chaque arme est équipée d'un système de tir laser ; chaque soldat et chaque véhicule sont équipés d'un récepteur. Si le récepteur est touché, soit le soldat est blessé, soit il est tué. S'il est blessé, il faut l'évacuer dans un laps de temps restreint, etc. Tout est simulé de manière réaliste.

Ces capacités d'entraînement à la haute intensité sont réorientées sur les objectifs d'entraînement au niveau de la division et au niveau de la brigade, tandis que les chefs de corps continueront de préparer leurs troupes dans leurs propres espaces d'entraînement, au quartier et dans leur garnison.

Enfin, sur le plan de la réflexion doctrinale, le retour d'expérience du conflit ukrainien est décortiqué et analysé afin d'en tirer le maximum d'enseignements, en termes d'équipements et de formation. Une telle situation nous fait grandir.



Les chars Leclerc se préparent à une guerre de haute intensité.

Reportage de Mathieu Ligneau, Mathias Garnier et Erwan Hillion ; prix cinématographique et audiovisuel Pierre Schoendoerffer (format court), 2022

L'armée française se prépare à mener un combat de haute-intensité.



Livres du COL Dabas disponibles [ici](#).

Rencontre avec le COL Dabas lors d'une séance de dédicace chez Gilbert-Joseph Versailles



Un régiment d'infanterie face à la haute intensité

Évoquer la guerre de haute intensité, appréhender les missions des militaires dans ce contexte, c'est aussi savoir comment ils s'y préparent, alors que le retour de la guerre à l'Est rend la perspective de ce genre de conflit beaucoup plus certaine. Le colonel Luisetti commande le 152^{ème} régiment d'Infanterie depuis le mois de juin 2022. Il a accepté de répondre aux questions d'Ad Honores. Avant de prendre le commandement de l'Ecole Militaire Interarmes, Laurent Luisetti a dirigé le sous groupement Saphir pendant six mois en Afghanistan, de juin à décembre 2011. C'est dire s'il a connu des situations de combats acharnés et meurtriers, et qu'à la tête du régiment désormais, il sait préparer ses hommes aux situations complexes qu'ils pourraient rencontrer.

Propos recueillis par les CDT (rc) Thierry Laugier et Bruno de Laigue

Ad Honores : Mon colonel, pouvez-vous, en quelques mots, nous présenter votre régiment ?

Colonel Laurent Luisetti : Le 152^e régiment d'infanterie (le 15/2) est stationné à Colmar, ville dans laquelle il est très implanté. On appelle ses soldats les Diables Rouges, surnom qui leur a été donné par l'ennemi allemand en 1915. En effet, nombre de nos anciens ont laissé leur vie sur les collines vosgiennes, à proximité même de nos quartiers. Il s'agit d'un régiment d'infanterie classique, d'un volume d'environ 1 400 soldats, dont 200 réservistes. Le régiment comprend quatre compagnies de combat, une compagnie de commandement et de logistique, une compagnie d'appui et une compagnie de réserve opérationnelle. Régiment d'infanterie mécanisé, il combat à partir de Véhicules Blindés de Combat d'Infanterie (VBCI). Il est, par ailleurs, équipé de drones, de mortiers, de missiles antichars, d'une section de tireurs d'élite et d'une autre de commandos, autant de capacités et d'équipements qui lui permettent de faire face aux différentes phases de combat (offensives et défensives), et d'être autonome dans certaines d'entre elles, en restant toujours fidèle à sa devise : « **NE PAS SUBIR** »



Comment votre régiment se prépare-t-il à la guerre de haute intensité ?

COL Luisetti : Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la haute intensité n'a jamais quitté l'esprit des militaires de l'armée de Terre. Ils se sont toujours préparés à ce type de conflit appelé autrefois « combat du haut du spectre ». Pourquoi ? Tout simplement parce que la haute intensité, c'est ce que l'on appelle tout simplement « la guerre » dans son acception originelle. C'est pourquoi le retour de la guerre sur le continent européen n'a pas fondamentalement changé la manière dont sont instruits et entraînés les militaires français.

Quelle est alors la différence avec les actions menées en Afghanistan, au Mali, ou sur d'autres terrains d'opération extérieures ?

COL Luisetti : On a pu appeler la guerre expéditionnaire « la petite guerre ». Toutefois, ce terme n'a rien de péjoratif. Cela signifie que l'ennemi est a priori moins équipé et moins avancé technologiquement que nous, ce qui n'empêchera pas qu'il soit redoutable, parce qu'il connaît le terrain et est déterminé. Dans ce type d'opérations, les militaires français mènent en étroite collaboration avec la nation qui les accueille des actions ciblées qui visent à la recherche de renseignements, à l'affaiblissement de la volonté de l'ennemi et de ses soutiens locaux et à la destruction de ses capacités d'action afin de permettre le retour de conditions sécuritaires suffisantes pour les populations, qui, bien évidemment, conservent leur destin entre leurs mains.

En revanche, pour faire le lien avec votre précédente question, il faut garder à l'esprit que la haute intensité a toujours tiré vers le haut la préparation des militaires, que ce soit dans la formation initiale ou les entraînements, et constitué le « fond de sac » de leur préparation opérationnelle. Ces entraînements étaient ensuite adaptés au type de conflit dans lequel nous opérons, à la nature de l'ennemi et de notre environnement.

Y a-t-il des similitudes entre la guerre expéditionnaire et la haute intensité ?

COL Luisetti : Pendant les récents engagements du régiment au Mali, en République de Centrafrique ou en Afghanistan, il y a eu des phases extrêmement violentes, des pics de combat qui ont parfois duré plusieurs jours et qui sont, très concrètement, des séquences ponctuelles de combat de haute intensité. Toutefois, ce qui caractérise la guerre de haute intensité, c'est le changement d'échelle et le fait que l'on va combattre, dans la durée, un ennemi à parité. Aucun des belligérants, en effet, n'aura de véritable avantage technique ou technologique. L'ennemi contestera tous les espaces, et il faut considérer qu'il aura les mêmes capacités que les nôtres pour frapper dans la profondeur par les airs, ou encore des capacités de renseignement.

Y a-t-il d'autres caractéristiques encore à la guerre de haute intensité ?

COL Luisetti : L'hybridité est une de ses caractéristiques déterminantes. Ce terme désigne l'emploi de tous les moyens en vue d'atteindre des objectifs tactiques ou stratégiques. Il s'agit, en effet, de ne pas réduire l'action militaire à l'emploi de ses moyens propres pour procéder à des combats ou à des destructions, mais il s'agit aussi de prendre en compte les champs immatériels : des moyens politiques, économiques, de désinformation ou d'informations, de ruse, d'actions d'influence, etc. De la sorte, il ne s'agira pas uniquement de l'emploi des moyens militaires classiques : la guerre de haute intensité nécessite autant d'efforts de la communauté nationale, pour soutenir l'action des militaires, certes, mais aussi pour lutter contre les actions de désinformation, et de manipulation des opinions publiques.



Comment cela se traduit-il en pratique dans l'entraînement opérationnel de votre régiment ?

COL Luisetti : Nous nous astreignons à tenir compte des enseignements tirés des conflits actuels et de nous adapter en permanence. Pendant une guerre expéditionnaire, on peut considérer que les postes de commandement – par exemple – soient installés dans des zones sûres, sécurisées et fixes. C'est inenvisageable dans une guerre de haute intensité, qui supposera d'avoir beaucoup de mobilité. Ainsi, je serai dans un véhicule, pendant que mon Chef de Bureau Opérations sera ailleurs : si l'un d'entre nous était neutralisé, l'action pourrait continuer et être dirigée. Il faudra, par ailleurs, être prêt à des combats intenses, comme on peut le constater en Ukraine, qui dureront plusieurs semaines, voire plusieurs mois, à l'image de ce qui s'est passé à Bakhmout. Cela suppose de prendre en compte les nécessités liées au ravitaillement et à la logistique, mais aussi aux très nombreuses pertes qui seront constatées.

Quelles sont alors les différentes phases de la préparation opérationnelle ?

COL Luisetti : Dans les grandes étapes de la vie d'un régiment, et tout spécialement d'un régiment d'infanterie, il y a tout d'abord la projection en mission, vers laquelle est orientée toute notre énergie. Au retour, nous entrons dans une phase de remise en condition, qui n'est pas nécessairement du repos ou des permissions, mais de la formation (individuelle et collective), de la sélection des cadres, de l'entretien des matériels et des compétences techniques : il s'agit de garantir une structure opérationnelle efficace et employable sur très court préavis. Ensuite, et cela représente sans doute la moitié du temps en garnison, les Diables Rouges affûtent leur préparation opérationnelle à proximité du régiment ou dans des centres dédiés, comme au Centre d'Entraînement aux Actions en Zone Urbaine (CENZUB) de Sissonne. Il s'agit de remettre sur le métier à tout moment les savoir-faire du combattant, mais aussi de s'entraîner à la rusticité, c'est à dire d'être capable d'agir malgré des conditions de vie dégradées dans la durée. Les efforts portent sur le groupe et la section de combat, briques élémentaires de cet entraînement, sous la responsabilité du commandant d'unité, dans le but d'adjoindre des capacités complémentaires.

Concernant les compagnies, chaque unité de combat est très régulièrement contrôlée, tous les ans en moyenne. Et c'est également le cas du régiment. Ainsi, je reviens de la mission Aigle en Roumanie et avant d'y avoir été projeté, j'ai vérifié le niveau détenu par mes compagnies, le régiment ayant été contrôlé par la brigade afin d'être certain de sa capacité à combattre.

Disposez-vous, au sein du régiment, des moyens nécessaires pour conduire une guerre de haute intensité ?

COL Luisetti : Nous n'agissons jamais seul. Le régiment est intégré dans une brigade, et dans une phase de combat, il commencera par utiliser ses moyens propres d'approvisionnement, de combat et de réparation. Toutefois, au-delà d'un certain seuil, il recevra le soutien des différentes unités de la brigade et des services dédiés. Tel sera le cas par exemple, du Service de Santé des Armées, qui sera indispensable puisqu'il faut s'attendre à un niveau de perte conséquent. Mais il s'agira aussi d'approvisionner le régiment en nourriture, en munitions ou carburant, et de permettre les réparations et le reconditionnement de ses matériels.

Comment évolue le rôle, la formation de l'officier dans ce contexte ?

COL Luisetti : De tout temps, et en tout lieu, un officier a une mission constante : il commande. Et il respecte un principe cardinal : l'exemplarité. En d'autres termes : il organise, il entraîne, il donne du sens à l'action. Toutefois, l'hypothèse de la haute intensité est celle d'un durcissement, qui est pris en compte dans nos écoles de formation et dans nos exercices d'entraînement. Mais les caractéristiques fondamentales de la formation des officiers français restent les mêmes. C'est à dire qu'ils sont formés à la réflexion tactique, permettant de dérouler un processus intellectuel rigoureux de raisonnement en vue de prendre une décision et d'articuler les forces pour produire des effets militaires, pour remplir la mission. Cette méthode, très différente de celle de certaines armées comme l'armée anglaise, s'appuie également sur la notion de subsidiarité, permettant de saisir des opportunités sur le terrain. Finalement, la formation humaine et tactique des officiers leur permet de s'adapter à tout type d'ennemis et de prendre toutes les initiatives en vue de la victoire au combat.

Vous évoquez le rôle de la communauté nationale. Comment la préparer à une telle situation ?

COL Luisetti : En qualité de chef de corps, j'assume aussi les fonctions de Délégué Militaire Départemental, et je porte donc une partie des actions dirigées vers la jeunesse et la société civile. Le régiment est implanté dans un territoire qui est très à l'écoute, mais on sent bien la nécessité d'expliquer que l'armée est l'émanation de la Nation, et qu'il faut faire le lien entre le citoyen qui se bat et celui qui ne se bat pas encore : la défense de notre pays, surtout si les périls sont grands, ne peut pas être uniquement l'affaire d'une poignée de professionnels. Elle est celle de tous les Français, d'une manière ou d'une autre. A cet effet, la réserve citoyenne a pour rôle de permettre un lien particulier et fort entre l'armée et la Nation.

Que pourriez-vous ajouter pour conclure cet entretien ?

COL Luisetti : La guerre de haute intensité est souvent abordée sous l'aspect du durcissement, et l'idée qu'on s'en fait intuitivement est souvent de l'ordre de la difficulté physique. Or, ces difficultés sont « le fond de sac » de tous les combattants, qui s'y sont préparés par des exercices rustiques, à l'instar des stages commandos ou d'activités de vie en campagne. Ce n'est pas le seul sujet toutefois : la guerre de haute intensité va projeter les soldats dans un environnement plus complexe où il faudra faire attention à tout puisque tous les espaces seront contestés et où les contraintes pour agir seront plus fortes. Elle fera la part belle à l'agilité de chaque unité, à ses capacités d'innovation et à sa volonté de vaincre.

Se préparer à la haute intensité est donc une philosophie, une démarche intellectuelle permanente pour envisager les façons de prendre un temps d'avance sur l'adversaire et de le conserver. Cela suppose, en conséquence, d'être parfaitement préparé sur le plan intellectuel, technique et physique, mais aussi de savoir aborder avec détermination et souplesse les difficultés liées à un combat majeur.





Les forces terrestres de l'OTAN face au « retour » de la haute intensité

L'éventualité d'un conflit terrestre de grande ampleur qui impliquerait les forces de l'OTAN est de nouveau d'actualité en Europe. L'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 a bousculé de multiples certitudes ancrées au sein de l'Europe occidentale et de l'OTAN.

Par le CDT (rc) Gaël Pilorget

Jusqu'à récemment, il était d'usage en Europe de penser que les capacités en termes de forces et manœuvres terrestres, y compris celles liées aux **formations blindées de cavalerie lourde**, ne constitueraient pas un enjeu déterminant de possibles conflits à venir. Cette vision a même perduré après que la Russie a envahi la Crimée début 2014 et a ensuite soutenu les menées séparatistes dans l'Est de l'Ukraine, laissant par-là deviner très nettement ses futures intentions...

Après des décennies de réduction des moyens « conventionnels », les armées européennes ont à nouveau, après 2014, élaboré des plans de mobilisation de forces capables de participer à de grandes opérations terrestres, sans parvenir toutefois à pouvoir prétendre répondre, le cas échéant, aux exigences très élevées de la guerre de haute intensité.

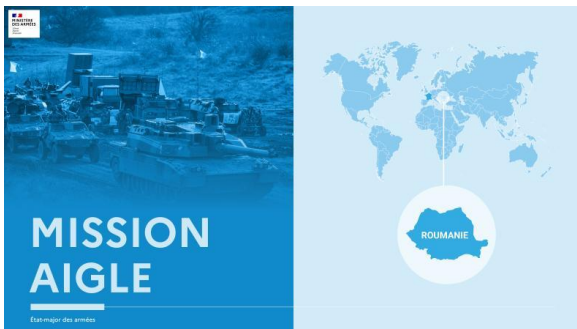


Le sommet de l'OTAN de juin 2022 à Madrid a permis aux pays-membres de l'OTAN de définir collectivement un nouveau concept stratégique : la Russie a été identifiée comme la menace la plus importante et la plus directe à la sécurité des Alliés. Le sommet a également permis de renforcer la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN.



Le nouveau modèle de force (*New Force Model, NFM*) est destiné à pouvoir mobiliser un ensemble de forces à haut niveau de réactivité opérationnelle, et ce, dans le cadre de la Force de réaction de l'OTAN (*NATO Response Force, NRF*). Un renforcement substantiel des capacités des forces terrestres est désormais en tête des priorités des pays européens. Ceux-ci doivent encore toutefois démontrer qu'ils ont pris réellement conscience de l'importance des investissements à opérer afin de pouvoir développer des forces terrestres aux compétences renforcées et plus intégrées.

Tout conflit de haute intensité en Europe serait probablement une « guerre totale », s'étendant à tous les domaines : c'est l'éventualité à laquelle les forces terrestres européennes doivent se préparer. Celles-ci ont su reconnaître leurs faiblesses : nombre excessif de missions opérationnelles, entraînement insuffisant, équipements obsolètes... Tous ces facteurs combinés ne permettent pas aux Alliés de répondre pleinement aux plans de défense de l'OTAN et à ce que demanderait le NFM. Ce constat a suscité un débat relatif à l'activation - ou tout du moins d'abord à la constitution - de composantes de réserve et de régénération d'une « **masse de combat** », au vu de la réalité de la guerre d'usure en Ukraine.



De plus, les forces terrestres européennes ont pris conscience de la nécessité d'améliorer leurs infrastructures de défense (telles que les zones d'entraînement), et de pouvoir répondre aux besoins de production industrielle de nature militaire, et notamment en termes de reconstitution des stocks. Les Alliés ont cherché à combler leur déficit en matière de préparation et de renforcement des capacités. Si certains plans de production sont antérieurs à 2022, une attention bien plus importante a été mise depuis sur les capacités liées aux manœuvres d'ampleur, comme en Pologne. De plus, des formations de moyenne dimension sont en train d'être développées dans un certain nombre d'États, et améliorent potentiellement la mobilité stratégique et opérationnelle des armées concernées.

Des investissements en cours et planifiés dans l'artillerie et les missiles sol-sol devraient fournir des systèmes capables de frapper des cibles sur une portée plus longue qu'auparavant, comme des forces de l'arrière, ainsi que l'appareil logistique de l'ennemi et ses quartiers généraux. Le fait de pouvoir profiter pleinement de ces systèmes dépend toutefois d'un meilleur entraînement et d'une pleine intégration avec le renseignement et le commandement.

La défense aérienne au sol (*Ground-based air defence, GBAD*) a été un domaine de relative faiblesse des forces armées européennes. Des investissements ont été relevés ici aussi : la GBAD pourrait protéger tout un éventail de cibles potentielles, depuis les installations civiles jusqu'aux sites industriels et quartiers généraux des armées, en passant par les forces les plus mobiles. Quoi qu'il en soit, les Alliés devront répondre aux exigences en matière d'interopérabilité et d'intégration des forces, tandis que la guerre en Ukraine rappelle que les besoins en munition pour la GBAD peuvent être tout à fait substantiels dans le cadre d'une guerre de haute intensité.

Il y a bien un soutien général à la NFM au niveau politico-stratégique, mais il demeure une incertitude quant au niveau d'alignement qu'il y aura en pratique entre la politique nationale et les plans de développement des capacités concernant les commandements régionaux, comme le *Multinational Corps North-East (MNC-NE)* de Szczecin (Pologne). De plus, on ne sait pas clairement si toutes les nations perçoivent la menace de la même manière. Par exemple, des évaluations divergentes concernant la Russie pourraient amener les nations à développer différents plans de modernisation. Les États situés à proximité du front concevront leurs plans à partir d'évaluations fondées sur le pire des scénarii, mais il n'en ira peut-être et sans doute pas de même pour les Alliés européens qui en sont plus éloignés. Il sera également important pour les forces terrestres européennes d'avoir bien présents à l'esprit ces besoins en matière de capacités, et ce, quand bien même, l'intensité des combats en Ukraine diminuerait.

Les membres de l'OTAN devaient définir clairement leurs contributions à la NFM pour les forces terrestres avant ou pendant le sommet de Vilnius du 12 juillet dernier. L'idée était de renforcer la cohésion des Alliés, d'augmenter la force de dissuasion par rapport à la Russie, de lier officiellement les gouvernements à ces engagements et de faciliter également une meilleure planification. À Vilnius, les Alliés ont effectivement élaboré des plans de défense les plus complets et les plus ambitieux depuis la fin de la Guerre froide. Les pays-membres de l'Alliance ont approuvé un programme d'assistance pluriannuel au bénéfice de l'Ukraine, dans une logique d'interopérabilité avec les Alliés. L'esprit de coopération dépasse bien entendu le Vieux continent.

Comme l'a souligné le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, à l'issue du sommet de Vilnius, « l'OTAN est une alliance régionale, mais elle fait face à des défis mondiaux », et l'on pense bien entendu à la Chine. Les liens entre OTAN, UE et partenaires stratégiques de l'Indopacifique doivent être renforcés.





La mesure des engagements requis par les trois niveaux de la NFM signifie que les forces employées à grande échelle (*fielded at scale*) devront être multinationales par définition. La dimension multinationale présente cependant quelques difficultés : certains États ont démontré historiquement une plus grande confiance dans certains partenaires que dans d'autres, et, par ailleurs, les spécificités et diversités des armées européennes en matière de règles d'engagement opérationnel.

Dans la perspective de l'amélioration de la préparation des forces terrestres européennes, les Alliés, et l'OTAN elle-même, doivent réexaminer leurs critères d'évaluation : les normes nationales actuelles et celles de l'OTAN sont-elles réalistes et optimisées pour produire des capacités de combat uniformes à travers l'Alliance ? Si tel n'était pas le cas, il faut y remédier le plus tôt possible...

Les forces terrestres européennes devront obtenir le meilleur équilibre entre l'attention portée au *Combat Support* (CS, toutes les entités de soutien opérant au plus près des forces opérant au cœur de la bataille) et le *Combat Service Combat* (CSS, les éléments logistiques, de vivres et ressources, de maintenance des équipements, de soin, de services administratifs). Le CS et le CSS doivent-ils être gérés au niveau de l'OTAN, et non plus des États ? Si ceux-ci préfèrent conserver le contrôle de ces fonctions, les Alliés doivent prendre en compte le fait que dans ce cadre, ils auront du mal à déployer rapidement et soutenir des forces terrestres dans les airs, sur terre, et sur mer.

Certaines forces terrestres européennes ont des plans de développement ambitieux, mais il demeure à déterminer si leur financement permettra leur pleine mise en œuvre. Même si les budgets vont en augmentant, les forces terrestres devront faire face à de difficiles arbitrages entre davantage de personnels, de systèmes d'armes, de réserves, de capacités logistiques ou d'intégration numérique... Autant de dilemmes pour l'heure exacerbés par le grand volume d'équipement et de munitions fournis à l'Ukraine...



Chaîne YouTube OTAN





Haute intensité : où il est question du nombre de soldats...

Depuis le mois de février 2022, et l'invasion par la Russie de l'Ukraine, il est question de guerre de haute intensité. Le glossaire du Centre interarmées de terminologie opérationnelle la définit ainsi : « où toutes les fonctions opérationnelles sont susceptibles d'être activées pour s'opposer à une violence caractérisée de l'adversaire ».

Par le LCL (rc) Frédéric Rignault

Depuis ce mois de février 2022, il n'est pas rare d'entendre parler, qu'il s'agisse des plateaux de chaînes de télévision, de colloques ou autres réunions, de guerre nucléaire potentielle, de guerre cyber, de guerre de l'information, d'engagement de la population – cœur de l'action de la réserve citoyenne – et aussi de profondeur stratégique.

Et il est également question de soldats. D'où – pardonnez-moi – cette *lapalissade* : sans soldats, pas de guerre... Une guerre peut prendre la forme d'une action à base d'artillerie et de missiles – peu importe la charge portée – ou d'attaques aériennes ; elle peut prendre la forme d'une opération extérieure au territoire national. Mais il est difficile d'imaginer une action offensive, ou défensive, d'ampleur, sans soldats.

Aujourd'hui, selon les données du ministère des Armées (mars 2022), l'armée de Terre française est composée de 130.000 hommes et femmes, dont plus de 25 000 réservistes. Parlons chiffres : quand l'armée allemande nazie a envahi le nord de la France, la force mécanique et aérienne (pour reprendre les mots du général de Gaulle) a submergé l'armée française. L'armée allemande était également forte de près de 5 millions de soldats dont plus de 200 000 ont fondu sur notre pays. Il ne s'agissait là que d'une attaque et non d'une occupation de pays. En 1943, les soldats allemands d'occupation auraient été au nombre approximatif de 300 000. Les historiens divergent dans les comptes, entre les estimations de Peter Lieb, historien allemand, celles de Pierre Laborie, et les archives de l'armée allemande.

En février 2022, au moment de l'attaque russe, près de 200 000 soldats étaient amassés aux frontières de l'Ukraine. Il faut y ajouter environ 20 000 soldats pro-russes des forces séparatistes du Donbass et autant chez la milice Wagner. En face, chez les Ukrainiens, se trouvaient 300 000 hommes (sans compter les réservistes).

Les spécialistes, les sachants, ceux que l'on retrouve tous les soirs ou presque sur les plateaux de télévision, semblent d'accord sur les chiffres : pour un défenseur, il convient de placer cinq soldats attaquants. Aussi, une armée d'invasion devrait être composée à minima d'un million d'hommes pour tenir, quelque peu, un pays de la taille de l'Ukraine, quand il ne faudrait à ce même pays que 200 à 300 000 soldats pour contenir l'envahisseur.

Ainsi peut-on placer en regard de cette réflexion, des éléments de la loi de programmation militaire française, promulguée en 2023 pour les années 2024-2030. Elle prévoit, à l'horizon 2030, une augmentation significative des personnels de défense et de réserve. Et, il est ajouté : « afin de renforcer le lien armées-Nation, la réserve opérationnelle sera augmentée. L'objectif est d'atteindre 80.000 réservistes en 2030 et 105.000 au plus tard en 2035, soit un militaire de réserve pour deux militaires d'active ».

Enfin, l'armée de Terre réfléchirait, selon les propos du CEMAT, le général Pierre Schill, et repris par le journaliste Jean-Dominique Merchet dans le journal L'Opinion, à un nouveau service militaire, d'une durée de six mois et pourrait concerner 100 000 jeunes qui seraient intégrés à des « bataillons de volontaires du territoire national » implantés à proximité de grandes villes où l'armée n'a plus d'emprise comme Nantes, Rouen ou Dijon.

La guerre de haute intensité est aussi une affaire de soldats.

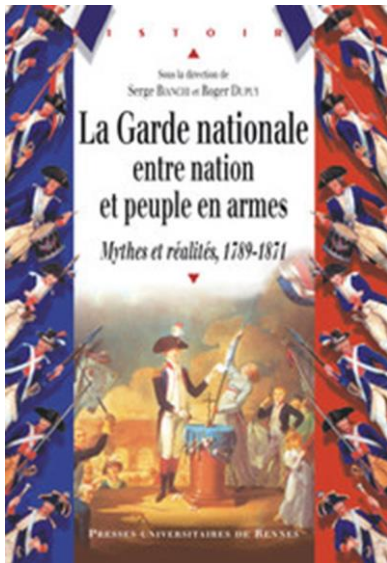
Sources :

Archives du ministère des Armées.

Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle, Centre interarmées de concepts de doctrines et d'expérimentations.

<https://www.vie-publique.fr/> : Loi du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense.

Archives du journal L'Opinion.



La haute intensité : une affaire uniquement de militaires ?

Le thème du défilé du 14 juillet 2023 « Nos forces morales » avait pour vocation, entre autres, de rappeler à chacun que la défense de la France est l'affaire de tous !

Cet article a pour principal objectif d'évoquer une problématique ancienne et régulièrement occultée en temps de paix : la place que la population civile doit occuper face à un conflit de haute intensité et comment doit-elle s'y préparer et/ou y être préparée.

Ce questionnement est fondamental pour un réserviste citoyen, agissant à la frontière entre militaires et civils et assurant le lien entre les deux.

Par le COL (rc) Georges-Michel Royné

La réalité du conflit Ukrainien rappelle fort opportunément que la guerre est totale et ne concerne pas uniquement les militaires. La population civile est volontairement, pour certains belligérants, la principale cible de leurs actions destructives. La volonté affichée étant de la faire céder et de peser ainsi sur la décision du politique. Cette célèbre injonction datant, de la Grande Guerre, « Pourvu que l'arrière tienne ! » retrouve toute son actualité.

D'où la question : les armées doivent-elles être les seules à se préparer ? Quelle place donner aux populations dans les décennies à venir qui voit le retour des guerres symétriques ? La Nation n'a-t-elle pas un rôle à jouer ?

Face à l'augmentation des différents champs et domaines de conflictualités, les armées ne semblent plus être les seules à devoir prendre part aux conflits.

Lors d'un conflit de haute intensité, tous les moyens sont nécessaires. Les moyens humains, renvoient certes au fait que les armées doivent disposer de soldats, mais également au fait que la nation, c'est à dire les citoyens, doit participer à « l'effort de guerre », dans et en dehors de la mobilisation.

« *La conflictualité s'est étendue aux milieux exo-atmosphériques et cyber, aux grands fonds marins ainsi qu'aux champs électromagnétique et informationnel* », voici les mots de la vision stratégique du CEMA.

En cas de conflit, les citoyens peuvent certes s'engager dans les armées, mais ils peuvent également se mobiliser de manières différentes. Dans un contexte où la guerre informationnelle, les techniques d'influences et de contre influence ne cessent d'augmenter, la population à un rôle à jouer, permettant de rebattre les cartes d'un conflit.

La haute intensité suppose une forte résilience, tant morale que matérielle, afin de faire face à l'attrition provoquée par le conflit. L'implication de la nation pourra se faire à différents niveaux : les hôpitaux, au sein des réserves ...

Dans ce contexte, la France est-elle prête à une guerre totale ? Au-delà de la préparation de son armée, la population française a-t-elle la capacité de se projeter dans une optique de guerre de haute intensité où elle sera d'office partie prenante ?

Il n'est pas inutile de rappeler le fâcheux exemple de 1940 avec l'effondrement moral d'une population non/mal préparée.

Aujourd'hui, la France est confrontée en permanence à des actions de communications adverses qui ont pour vocation, à travers de fausses nouvelles, à saper l'esprit de résistance. Ces forces adverses s'appuient sur des réseaux intérieurs appelés autrefois « Cinquième colonne » qui en assurent le relais.

La dernière fois que la France a connu des pertes « conséquentes » sur un laps de temps restreint, ce fut en 1983 au Liban lors de l'attentat qui coûta la vie à 58 soldats de la Force Multinationale de la sécurité de Beyrouth. À titre de comparaison, au début de la première guerre mondiale, 27 000 soldats français perdaient la vie sur la seule journée du 22 août 1914. Une population moins habituée à la mort reste moins à même de l'accepter.

De plus, notre armée de métier, déjà limitée en nombre de soldats, s'est encore vue amputée de 80 000 postes à la suite des restrictions budgétaires de 2008, selon une tendance qui avait débutée bien en amont.

En cas de conflit à haute intensité, les civils non « préparés » militairement et psychologiquement seraient donc amenés à jouer un rôle assez rapidement lors d'une conscription, amplifiant de fait le rôle important de l'opinion publique dans ce conflit.

Une préparation cognitive est donc essentielle avant de parler de résilience, le refus du risque anticipant la défaite. Le premier mécanisme qui se dégage dans le management de l'information se situe donc en amont du conflit, dans la préparation psychologique de la population, qui, comme nous l'avons vu, provient de différents facteurs.

Dans une guerre de haute intensité, si l'on exclut l'annihilation totale d'un des belligérants, l'objectif est d'atteindre un compromis le plus avantageux possible. L'enjeu pour un Etat est donc de tenir assez longtemps pour négocier les conditions de fin du conflit. C'est d'ailleurs ce qui ressort du rapport d'information sur la préparation à la haute intensité de l'Assemblée nationale.

La résilience de la population est à considérer au cœur de la stratégie guerrière : il est indispensable de gérer l'information pour contenir les mouvements anti-guerres dans l'opinion publique et lutter contre l'instrumentalisation de la frange contestataire. Notre système politique en dépend. En effet, dans une démocratie, la légitimité d'un gouvernement et d'une action politique, y compris militaire, est intrinsèquement liée à l'opinion publique.

Si l'enjeu du conflit est perçu comme trop lointain par rapport aux intérêts de la nation, la valeur morale de sa population est alors amoindrie : les opposants au conflit ne manqueront alors pas de qualifier le conflit « d'ingérence ».

Créer un référentiel de valeurs auxquelles la population pourra s'identifier pour accepter le risque et les restrictions est indispensable.

« Faire la guerre », c'est dans tous les cas un choix qui engage la Nation et qui relève non seulement du militaire mais également du politique. C'est avant tout une affaire de courage et de volonté avec, pour objectif de « Gagner la guerre avant la guerre », version actualisée du « *Si vis pacem, para bellum* » (« Si tu veux la paix, prépare la guerre »)

La valeur de notre outil militaire reste liée au moral de la Nation : la haute intensité concerne bien tout le monde !

En conclusion, retrouvons l'enthousiasme des soldats de l'An II ! Rappelons-nous des paroles du « chant du Départ », qui résume bien cet état d'esprit :

*La République nous appelle
Sachons vaincre ou sachons périr !
Un Français doit vivre pour elle,
Pour elle un Français doit mourir.
Un Français doit vivre pour elle,
Pour elle un Français doit mourir.*





Sept leçons de la guerre en Ukraine

En février 2023, à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le général Vincent Breton, directeur du Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, a identifié (et publié sur le site du ministère des Armées) sept grandes leçons à retenir de ce conflit.

Par le LCL (rc) Frédéric Rignault

1^{ère} leçon : le retour de la rhétorique nucléaire en Europe

Dès les premiers jours de l'invasion russe en Ukraine, le président Poutine a menacé d'utiliser l'arme nucléaire. Le général Breton estime qu'il s'agit d'un « retour inquiétant, parce qu'il y a le risque d'une nouvelle prolifération nucléaire ».

Il convient de rappeler que la France possède environ 290 ogives nucléaires, la Grande-Bretagne 225 et la Chine 350. Mais que les États-Unis en possèdent de l'ordre de 5 900 comme la Russie. C'est beaucoup moins qu'à la fin de la guerre froide où l'on ne comptait pas moins de 70 000 ogives ! Pour autant, la menace est très présente avec des missiles installés sur le territoire de l'enclave russe de Kaliningrad, enchâssée entre la Pologne et la Lituanie, et en Biélorussie. Autant en Europe de l'Ouest (ou de l'OTAN), il est question de l'arme nucléaire pour se défendre, autant elle est utilisée comme arme conquérante par l'Est.

2^{ème} leçon : la guerre se déroule sur les sept champs de conflictualité

Le général Breton relève que les affrontements se déroulent sur tous les champs : terre, air, mer, espace, cyber, informationnel et électromagnétique. Il n'est que de constater chaque jour les événements sur l'ensemble de ces champs, auxquels il faut ajouter avec une extension géographique, puisque les missiles ou les drones n'attaquent plus uniquement que les villes de l'Est de l'Ukraine, mais bien aussi celles de Russie, qu'elles soient proches ou non du front.

3^{ème} leçon : la difficile compréhension des intentions des belligérants

Peu de spécialistes des questions militaires ont cru aux avertissements de la CIA en février 2022, sur l'imminence d'une attaque russe contre l'Ukraine. Il en est de même pour l'offensive ukrainienne sur le nord, à Kharkiv au printemps 2022, comme sur le sud vers Kherson (automne 2022). Actuellement (cet article est écrit le 8 mai 2023), l'armée ukrainienne déclenche des attaques, mineures, sur l'ensemble des territoires conquis par les Russes et directement sur le territoire russe (l'envoi de drones d'attaque sur le Kremlin est-il dû aux Ukrainiens ?). De fait, ces opérations de Kiev et ces signaux contradictoires sont destinés à affoler l'adversaire.

4^{ème} leçon : la transparence du champ de bataille

Dès l'invasion russe, le terme « brouillard de guerre » a été employé. C'est-à-dire, hors de question de savoir ce qui se passe sur le terrain. Sauf qu'avec les satellites militaires et civils, les drones, le renseignement d'origine humaine et d'origine cyber, la présence de centaines de journalistes sur le front, il est assez aisé de connaître les faits, et de voir, in situ, les déplacements des unités.

5^{ème} leçon : la guerre reste un affrontement des forces morales

Le général Breton rappelle que les forces morales sont primordiales pour tenir dans une guerre de haute intensité qui dure depuis un an. Si la détermination des Ukrainiens joue un rôle majeur dans leur capacité à résister, la faiblesse des forces morales de l'armée russe explique en grande partie les difficultés qu'elle rencontre sur le terrain.

Cette leçon, comme les autres, est à retenir et montre l'importance du rôle de notre réserve citoyenne dans le lien Armée-Nation, et le fameux concept de résilience.

6^{ème} leçon : l'importance de la profondeur stratégique

Le général Breton indique : « La Russie nous a rappelé à quel point elle était grande en superficie et en richesses. » La profondeur stratégique nécessite des alliés, officiels comme l'OTAN pour l'Ukraine ou non officiels comme la Chine et l'Iran pour la Russie ; elle nécessite aussi des ressources en matières premières, en forces vives et en espace.

7^{ème} leçon : la faculté d'adaptation des belligérants

Le général Breton rappelle l'inventivité des belligérants dans leurs manières de faire la guerre. Ainsi, l'utilisation du réseau de satellites Starlink de la société Space X, dirigée par Elon Musk, permet à des centaines de milliers d'Ukrainiens d'avoir accès à l'internet sans dépendre du réseau terrestre. Autre exemple : le détournement de drones civils pour en faire des engins militaires, non d'observation, mais d'attaque ! C'est un message très intéressant en direction de la réserve citoyenne de cyberdéfense et dans l'emploi de compétences civiles au profit de l'armée.

« La réserve citoyenne du gouverneur militaire de Paris est une force incontestable ! »



Son sens du service, sa proximité avec chacun, sa volonté de faire grandir, pendant 5 ans, la réserve citoyenne rattachée au gouverneur militaire de Paris, ont rendu le **commandant Cazorla** indissociable de cette réserve. Chef du bureau « relations extérieures », le commandant quitte le monde militaire après 23 ans de bons et loyaux services. Ses derniers mots sont pour le bulletin qu'il a créé avec l'aide des réservistes citoyens il y a trois ans maintenant. Nous le regretterons et lui souhaitons « bon vent ! ».

Propos recueilli par le CDT (rc) Bruno de Laigue

Ad Honores : Mon commandant, nous vous côtoyons depuis 2018 mais vous connaissons peu finalement... Qui êtes-vous ?

Commandant Christophe Cazorla : Parler de moi n'est pas le sujet. Ma priorité a toujours été de gérer la réserve citoyenne et de l'animer...

Je suis issu d'une famille qui n'a aucun lien avec le monde militaire. A l'époque où je poursuivais mes études, il y avait le service national. Nous étions plusieurs à nous demander comment concilier ces deux vies. Lorsqu'on est un peu sportif, comme moi, l'une des solutions était alors la préparation militaire. J'ai donc fait une PM (préparation militaire) puis une PMS (préparation militaire supérieure) et y ai découvert l'esprit de corps et l'importance de la cohésion. La bonne entente au sein d'un groupe très cosmopolite a permis d'effectuer cette formation avec enthousiasme et détermination. A l'issue de cette PMS, j'aurais dû intégrer l'école d'application de l'infanterie de Montpellier mais j'ai bénéficié d'un report supplémentaire qui m'a permis d'intégrer le 4^{ème} bataillon de Saint Cyr. J'y ai passé 4 mois d'une formation particulièrement intense où j'ai appris à commander et à transmettre les valeurs des Armées aux futurs appelés du contingent. Affecté en tant que lieutenant au 71^{ème} régiment du génie à Oissel, près de Rouen, j'ai encadré, pendant le reste de mon service militaire, des sections comme celle des conducteurs de poids lourds, ce qui fait que j'ai ce permis de conduire ! Après mon service militaire, on m'a proposé d'intégrer les ORSA (Officier de réserve en situation d'active) mais j'ai préféré continuer mes études et travailler. Parallèlement, j'avais souscrit à un engagement à servir dans la réserve (ESR). J'ai effectué un premier contrat au sein de la délégation militaire départementale de l'Eure, mon lieu de résidence.

Cela m'a intéressé et j'ai, du coup, préparé le concours ORSEM (officier de réserve spécialiste Etat-Major), après avoir obtenu ma maîtrise d'histoire. C'est une préparation longue et exigeante. Elle dure 2 ans et nécessitait une présence chaque samedi matin à Rouen, à 50 km de chez moi. Après ma réussite au concours, avec d'excellents résultats, je fais le stage qui termine cette formation à l'été 2000 à l'Ecole militaire à Paris et j'ai intégré la promotion centenaire des ORSEM. Après dix années conciliant études, vie professionnelle en tant qu'aide médico-psychologique pour subvenir à nos besoins, car j'étais alors chargé de famille, je postule spontanément au Service historique de l'armée de Terre pour un emploi civil en tant qu'historien. À l'époque, nous vivions cette fameuse bascule avec l'arrêt du service national. Les armées, perdant de ce fait les scientifiques du contingent, commençaient à recruter des officiers sous contrat spécialisés (OCS). Dans la filière « sciences humaines », il y avait quelques postes d'historiens. Avant de signer mon premier contrat d'OSC de 5 ans début 2001, j'ai accepté un contrat de 4 mois en tant que contractuel civil. Redevenu aspirant, après avoir été lieutenant dans la réserve, ma fonction principale en tant qu'adjoint au chef du centre de documentation était de préparer des fiches pour un site internet qui n'a jamais vu le jour ! Logiquement, en tant qu'officier sous contrat « sciences humaines », mon rôle aurait dû consister à rédiger des articles, à intervenir dans des colloques ou à enseigner au sein des grandes écoles militaires. En réalité, pendant toute ma carrière, je n'ai fait que de l'encadrement dans des postes de la filière « conservation ».

Après 2 ans au centre de documentation, j'ai été muté à la bibliothèque du Service historique de l'armée de Terre pour assister la conservatrice en chef. Cette bibliothèque, basée au sein du SHAT (Service historique de l'armée de Terre) à Vincennes devenu depuis le SHD (Service historique de la Défense), est la plus grosse bibliothèque historique patrimoniale des Armées : entre les livres et les périodiques, il y a plus d'un million d'ouvrages répartis entre trois bibliothèques patrimoniales. Pour en savoir plus, je vous invite à consulter leur site en cliquant sur ce lien, vous y découvrirez ses ressources extraordinaires. J'ai appris ce métier avec passion avec l'aide de 4 jeunes bibliothécaires qui venaient d'être recrutés. Il fallait, entre autres, poursuivre la conservation et la numérisation des 4 000 manuscrits, avec quelques incunables et des ouvrages importants comme les traités de Vauban. Avec l'équipe des bibliothécaires dont j'avais la charge, nous avons réalisé l'informatisation du service avec la conversion numérique de l'ensemble des catalogues, manuscrits ou imprimés. Lors de la création du Service historique de la Défense (SHD) par la fusion des 4 services historiques des armées (Terre, Marine Nationale, Air et Gendarmerie) j'ai entamé l'informatisation des bibliothèques des armées. Travail passionnant mais qui a demandé un investissement très important. Je n'ai pu terminer ce travail, le passage au grade de capitaine en 2006 imposant une mutation. Affecté à l'ECPAD (établissement de communication et de production audiovisuelle des armées) au fort d'Ivry-sur-Seine en tant qu'adjoint au conservateur des archives audiovisuelles et cinématographiques, j'allais apprendre un nouveau métier, d'autant que je ne connaissais rien à ces supports. Il a fallu m'approprier les caractéristiques d'un film sur support nitrate ou sur support acétate ; apprendre la manipulation d'une diapositive, d'une plaque de verre, d'une gélatine etc. Mais, là encore, les personnels très qualifiés du service d'archives m'ont aidé dans mes premières années. J'y suis resté 12 ans, ce qui est très long pour un officier. 12 années d'un travail passionnant où, là aussi, j'ai beaucoup utilisé l'informatique puisque, avec les équipes, nous avons continué de développer et de finaliser un projet lancé en 2003 et que vous connaissez tous maintenant sous le nom de médiathèque de la défense. Système complexe qui gère l'ensemble du processus d'archivage, de la production numérique à la diffusion en ligne sur Internet, en passant par la description documentaire, l'archivage numérique pérenne, les transcodages....



Cette magnifique médiathèque en ligne contient les archives audiovisuelles de la défense et ne cesse de croître au fur et à mesure de la production numérique native ou des plans de numérisation des archives.

Moment passionnant de ma carrière au moment du passage au tout numérique de l'histoire audiovisuelle. Je suis d'ailleurs très fier d'avoir rédigé avec l'aide de Florence Ramousse, documentaliste audiovisuelle en charge des services versants, le premier guide de recommandation et normalisation pour les archives et la production audiovisuelle de la Défense.

Comment en êtes-vous arrivé à intégrer l'état-major du gouverneur militaire de Paris ?

CDT Cazorla : Promu commandant, on me propose le poste de chef du bureau « réserve citoyenne » qui deviendra par la suite « relations extérieures » du gouverneur militaire de Paris. En prenant mes fonctions, en septembre 2018, je pensais que ce poste était celui d'un communicant et que je n'étais pas à ma place. Tout le monde devait croire que j'étais un spécialiste de la communication puisque j'arrivais de l'ECPAD ! Mon prédécesseur m'ayant passé le relais d'une façon très rapide, je suis arrivé sans savoir où je mettais les pieds...

C'est alors que j'ai commencé à m'intéresser au sujet de la réserve citoyenne. Et j'ai constaté à quel point les réservistes citoyens faisaient œuvre de rayonnement à travers la participation de certains à des cérémonies officielles (commémorations dans leur ville ou village...) ou de sensibilisation auprès de la jeunesse.

J'ai suivi le programme des conférences qui avait été préparé à l'avance et, assez rapidement, je n'ai pas trouvé satisfaction dans ce qui était mis en place. Il y avait quand même près de 245 réservistes citoyens, de tout profil et d'une moyenne d'âge de 56 ans, qui, tous, souhaitent se mettre au service. On leur proposait à l'époque un cycle de conférences et un stage d'acculturation. Je ne trouvais pas cela à la hauteur des attentes.

Qu'avez-vous alors fait ?

CDT Cazorla : Trois mois après ma prise de fonction, je vais proposer au gouverneur militaire de Paris non pas d'organiser une conférence en décembre mais une réunion de travail avec l'ensemble des réservistes citoyens pour créer des comités thématiques de façon que chacun puisse s'investir concrètement.

Les cycles de conférences ont évidemment été maintenus car c'est un excellent moyen de sensibiliser les réservistes au monde militaire. Je note, au passage, que nous sommes particulièrement résilients puisque même pendant le COVID, globalement, nous avons maintenu toutes les conférences en adaptant les horaires, les distances, le lieu. À chaque conférence nous avons, durant le COVID, 80 réservistes citoyens présents, contre une centaine habituellement – sur un total de 240 RC, dont 165 rattachés au GMP.

Mon souci majeur à l'époque était de trouver des solutions pour impliquer chaque réserviste. Les choses se sont progressivement mises en place.

Nous avons commencé les actions concrètes, après autorisation du gouverneur militaire de Paris, par la collecte du Bleu de France ; de la même manière nous avons créé le Trophée « green et solidarité ». Deux actions très concrètes, point de départ d'une nouvelle dynamique pour la réserve citoyenne. Aujourd'hui, nous menons de façon plus régulière des actions de solidarité.



C'est à la même période que nous avons créé le bulletin *Ad Honores* qui devait être, au départ, un simple bulletin de liaison mais qui est rapidement devenu un trimestriel avec des dossiers thématiques.

Il y a aussi les dîners gastronomiques thématiques, lancés en 2021, dont l'objet est de réunir trois grands témoins issus du monde de l'entreprise, du sport ou de la culture et militaire. Le dernier dîner organisé dans les salons du GMP, en mars dernier, avait pour thème « esprit de corps / esprit d'entreprise ». Ce sont des dîners avec une douzaine de tables pour lesquelles les entreprises (dont beaucoup comptent parmi leurs salariés des réservistes citoyens : d'où l'importance du rayonnement) font un don pour y inviter les personnes qu'elles désirent. Excellents moyens pour des levées de fonds en faveur des blessés de guerre.

Le dîner caritatif annuel *Vulnerati*, avec le chef Thierry Max, est également un événement majeur organisé dans les salons du GMP et initié également en 2021 par le pôle de rayonnement de l'armée de Terre avec l'aide du bureau relations extérieures. Beaucoup de réservistes citoyens du GMP s'y investissent.

Le bureau « relations extérieures » du GMP est à l'origine de la course solidaire au profit du Bleu de France où les réservistes citoyens ont une part très active. Lors de la première édition, en mai dernier, il y avait plus d'une soixantaine de réservistes citoyens engagés, ce qui est quand même considérable. L'objectif a été entièrement rempli.

Citons également le concert au profit du Bleu de France, le tournoi de bridge, les rencontres d'échecs, sans parler de toutes les actions menées par les uns et les autres et que je ne peux citer. Nous avons également élargi les activités proposées aux réservistes citoyens : stages d'acculturation, formation au tir, stages PSC, découverte des préparatifs du défilé du 14 Juillet...

Ce qui est important, c'est que chaque comité soit actif, opérationnel et qu'il organise un événement par an, colloque historique, rallye citoyen pour les jeunes, assises des CORDEF, ou travail avec les armées, comme les actions avec la mission de reconversion des officiers (MRO) ou le groupement de soutien et de recrutement (GRS). Il faut tenir compte aussi du travail croissant du bureau « relations extérieures » avec les entreprises depuis la création du club des partenaires, ce qui implique un rôle accru du comité mécénat.

Enfin *faire* c'est bien, mais *le faire savoir* c'est tout aussi important et c'est le rôle du comité communication avec le bulletin *Ad honores*, les réseaux sociaux et le blog de la réserve citoyenne du GMP, toujours très riche.

Je voudrais également évoquer la création de l'association des réservistes citoyens, l'ASTER RC-IDF, fin 2021. C'est un soutien indispensable aux actions conduites par les réservistes citoyens ou à celles proposées par le gouverneur militaire de Paris. Elle garantit la sécurisation juridique du cadre au sein duquel les actions sont menées. Elle permet aussi la défiscalisation des dons, outil important pour obtenir le soutien des sociétés.

Les membres de cette association font un énorme travail et elle mériterait d'avoir davantage de membres cotisants, actifs ou non. Y adhérer, c'est manifester son soutien aux activités caritatives du GMP.

Cette année, plus de 400 000 € ont été gérés par l'ASTER. Ce montant est le fruit des différentes activités caritatives organisées : le dîner caritatif, les courses du Bleuets de France, les rencontres militaires blessures et sport (RMBS), le trophée de golf, les collectes pour le Bleuets, etc. Tout cela permet au GMP de faire des dons au comité d'entraide défense (CED) ou au Fonds de dotation du Bleuets de France pour les blessés, les familles endeuillées et orphelins des armées.

Comment analysez-vous le parcours du réserviste citoyen ?

CDT Cazorla : Nous constatons que les postulants à la réserve citoyenne du GMP sont, globalement, cadres ou cadres supérieurs et qu'ils ont une forte appétence à se rendre utiles.

Je pense que la première période d'agrément de 3 ans est un moment de découverte pour le RC mais également pour nos propres équipes : chacun prend ses marques et découvre ce vers quoi s'investir.



La volonté du Cabinet du GMP est de trouver un équilibre entre les jeunes et les moins jeunes, les hommes et les femmes, les actifs et les retraités... Nous avons dans nos rangs quelques étudiants, des cadres entre 35 et 45 ans en pleine évolution professionnelle. S'ils souhaitent s'investir, ils n'ont pas forcément le temps disponible pour cela, d'où l'importance de compter parmi les réservistes citoyens des retraités qui peuvent prendre le relais et faire profiter la RC de leurs réseaux.

Constatez-vous une évolution dans l'état d'esprit de la réserve citoyenne ?

CDT Cazorla : Après ces années passées à côtoyer les RC, je constate en effet une évolution dans leur état d'esprit.

Je me permets cependant de leur conseiller d'être davantage force de propositions et de prendre à bras le corps certains projets, d'autant que ceux-ci ne manquent pas.

Je tiens également à souligner que, paradoxalement, à chaque fois que je propose des missions, il y a toujours une dizaine, voire davantage, de RC qui répondent présents. C'est une force extraordinaire qui m'a toujours encouragé à aller de l'avant. C'est bien la preuve que le RC veut servir et s'investir.

Les réservistes présents depuis de nombreuses années (certains sont là depuis plus de vingt ans !) me disent également qu'il y a une véritable évolution dans l'état d'esprit général. Ils constatent aussi que les propositions du bureau « relations extérieures » sont plus nombreuses et que les RC sont devenus moins consommateurs et davantage acteurs de cette réserve.

On sent cette volonté de s'investir ; nous devons donc continuer dans cette dynamique.

Et je tiens, ici, à saluer le travail considérable accompli dans la plus grande discrétion par mes équipes : les adjudants-chefs Gwenaëlle Guiader et Ludovic Jegousse ainsi aussi que Monsieur Didier Delesse, chargé mission Terre-Fraternité auprès du GMP

Quel sera votre vie d'après ?

CDT Cazorla : Une vie de travail ! Il me reste en effet encore 10 années à travailler. Le statut d'officier sous contrat oblige à quitter les armées après 23 ans de service. Cette période fut pour moi exceptionnelle. Je serai sans doute réserviste opérationnel et resterai proche des équipes du gouverneur militaire de Paris.

Mes expériences acquises au sein du monde militaire ont été formatrices ; j'ai eu un parcours varié, depuis le Service historique de la Défense où j'ai eu à gérer une équipe d'une dizaine de personnes jusqu'au bureau « relations extérieures » du GMP où j'ai dû fluidifier les liens entre près de 250 réservistes citoyens, en passant par mon expérience à l'EPCAD où j'ai encadré une équipe de 80 personnes.

J'ai également beaucoup œuvré pour les blessés de guerre et leurs familles endeuillées.

Je prends en compte pour mon futur emploi mon appétence pour le développement de nouveaux projets, pourquoi pas dans l'évènementiel, et principalement, effectivement, dans le domaine de la solidarité. J'ai quelques pistes mais je reste prudent, tant que rien n'est conclu !

Que vous restera-t-il de la RC ?

CDT Cazorla : Beaucoup de souvenirs et de vraies amitiés ! Je garderai le souvenir d'une équipe rapprochée formidable et sans qui rien n'aurait été possible. On n'aurait pas le travail qu'elle a fourni. Je me souviendrai également de tous ces réservistes citoyens qui ont mené à bien nombre de projets. Je ne peux pas tous les citer, au risque de faire des impairs, mais je tiens à les remercier pour leur sens du bénévolat, de l'engagement et de la fidélité. Me viennent à l'esprit les stages d'acculturation, les projets liés au don du sang, le blog de la réserve, la course solidaire, le tournoi d'échecs, les quêtes du Bleu et sur la voie publique, *Ad Honores* et tant d'autres projets !

J'ai également été très touché par tous les témoignages reçus des réservistes citoyens à l'occasion d'un évènement personnel douloureux. Tous ces messages de sympathie et de compassion me sont allés droit au cœur !

Alors oui, vivent la réserve citoyenne et ses nombreux projets et... bienvenue à mon successeur !



Du nouveau sur les réseaux sociaux !

Lors du séminaire de travail du 15 septembre, le **comité communication** a proposé de multiplier les vecteurs de communication autour de la réserve citoyenne du gouverneur militaire de Paris. Ceci permettra de mettre en avant votre dynamisme et implication.

Ainsi une page **Instagram**, **Facebook** et un compte **X** vont venir renforcer les liens vers le **blog** et la page **LinkedIn**.

Cliquez sur les icônes pour accéder aux sites :



Merci, par avance, pour vos *likes* et diffusions !

N'hésitez pas à faire part de vos remarques ou proposition aux administrateurs ci-dessous :

Blog et LinkedIn : Frederic Rignault
f.e.rignault@gmail.com

X : Georges Abi Lahoud georgesabilahoud@gmail.com

Instagram : Nicolas Kusz nicolas.kusz@gmail.com

Facebook : Etienne Dufour etienne.dufour.rc@free.fr

CDT Christophe Cazorla



« L'engagement est d'abord une aventure humaine ! »

Le lieutenant-colonel Patrick Folio vient de rejoindre le cabinet du Gouverneur militaire de Paris. Nous sommes très heureux de l'accueillir et lui souhaitons la bienvenue ! Ses premières impressions sont destinées aux réservistes citoyens.

Propos recueillis par le CDT (rc) Bruno de Laigue

Ad Honores : Nos lecteurs souhaitent mieux vous connaître mon colonel...

Lieutenant-colonel Folio : Je suis arrivé, cet été, au sein du cabinet du Gouverneur militaire de Paris pour prendre la direction du bureau « Relations extérieures », dont le centre de gravité repose sur deux piliers : l'animation de la réserve citoyenne et le renforcement du lien armée-jeunesse. Ce dernier point est très important car, in fine, notre objectif est bien d'amplifier le recrutement de cette jeunesse dont les Armées ont tant besoin.

L'humain est au centre de nos préoccupations, comme le rappelait, à juste titre, le colonel Guillaume lors du séminaire de rentrée de la réserve citoyenne le 29 septembre dernier au 12^{ème} régiment des Cuirassés : il y a le système d'armes et il y a le système d'hommes. L'un ne peut fonctionner sans l'autre !

Enfin, j'arrive de l'Afrique de l'Ouest où j'étais le conseiller sécurité du général commandant les éléments français au Sénégal (EFS).

Qu'avez-vous vécu avant le Sénégal ?

LCL Folio : avant de servir sous les drapeaux, j'ai suivi une formation de sylviculteur. Aussitôt diplômé, j'ai eu l'opportunité d'exercer en tant que technicien supérieur au sein du centre international de recherche pour l'agronomie et le développement-branché forêt (CIRAD Forêt) en coordination avec l'ONF (Office national des forêts) sur les expérimentations forestières des espèces endémiques indigènes et exotiques de l'île de la Réunion.

Dans le cadre de l'accomplissement du service militaire, je devais le réaliser sous le statut de volontaire aide technique (VAT) en Guyane, mais

j'y ai renoncé au profit d'un parcours plus engagé. Ainsi, après la lecture fortuite de l'ouvrage de Pascal Boniface : « enquête sur 300 000 soldats méconnus », je n'avais plus de doute pour un engagement en tant qu'officier. Certes, j'avais aussi quelques prédispositions : mon père était un sous-officier (artilleur de marine) et je suis un ancien enfant de Troupe (AET) en étant passé par l'école préparatoire militaire de la Réunion (EMPR) dont la devise était « S'instruire, servir et se distinguer ».

Au cours de la scolarité, j'avais vécu un événement particulièrement marquant, celui de défiler, à 16 ans en 1985, sur les Champs Élysées lors de la fête nationale.

J'ai donc effectué mon service militaire en tant qu'aspirant après avoir suivi la formation d'élève officier de réserve (EOR), en 1993, au sein de l'école d'application du génie d'Angers avant d'être affecté au 13^{ème} régiment du Génie à Trèves, en Allemagne, sous le statut d'ORSA.

L'année 1996 marque la suppression du service national, qui a été pour moi un crève-cœur car la formation des conscrits a été une excellente aventure humaine. J'ai eu à former des jeunes venant d'horizons très variés et pour qui le service militaire était une école de dépassement de soi, de courage et de camaraderie exceptionnelle... Je me souviens, ainsi, d'un jeune ingénieur, salarié dans une grande firme automobile allemande, devenu sous-officier appelé et qui m'a dit, quelques années plus tard, combien il avait apprécié cette période où il avait été en situation de commandement (10 hommes) et de pouvoir utiliser, à bon escient, cette expérience dans son management professionnel. Le service militaire permettait, alors, un brassage social qui n'existe malheureusement plus aujourd'hui.

Sportif accompli, j'ai toujours eu cette volonté de servir et je cherchais une unité professionnelle qui pourrait correspondre au nouvel élan que je souhaitais assouvir.

Je décide, ainsi, de m'engager chez les pompiers de Paris. Après des tests réussis, j'arrive dans un nouvel environnement et me retrouve en chambrée de 16 personnes et j'apprends... à dérouler des tuyaux. Lieutenant aguerri certes, par mon expérience de chef de section, je me retrouve à être formé par des sous-officiers instructeurs pour valider des examens de sapeur-pompier (certificat technique) et de sous-officier (chef de garde). Dimension nouvelle pour moi : le grade n'était pas qu'au centre du système et les sous-officiers formateurs cherchaient à nous faire comprendre la signification de l'engagement que l'on donne à l'échelon d'exécution chez les sapeurs-pompiers de Paris. Quand on donne un ordre, il faut le comprendre et l'avoir déjà exécuté. Ensuite, je suis devenu chef de garde à Saint-Maur-des-Fossés (23^e Cie/94) puis à Chaligny (1 Cie/Paris12) au 2^{ème} groupement d'incendie. J'y ai beaucoup appris, humainement et techniquement, d'autant qu'un pompier est confronté de facto à la proximité des Parisiens pauvreté et richesse humaine : une belle leçon de vie, qui plus est après mon intervention suite à l'attentat de décembre 1996 dans le RER C !

Je défile comme pompier de Paris sur les Champs Élysées en 1999 et y retrouve un ancien chef du bureau opération instruction qui était au régiment de Génie à Trèves. Celui-ci, colonel en position de commandement, me propose de le rejoindre à l'unité d'instruction de la sécurité civile numéro 1, à Nogent-le-Rotrou. J'avais ainsi l'opportunité de conserver le « treillis bleu » et de poursuivre la thématique liée au secours et à la gestion des crises. Après avoir été sapeur-pompier, je devenais « sapeur-sauveteur », susceptible d'être déployé sur le territoire national, voire à l'étranger, pour faire face aux catastrophes naturelles (feux de forêts, effondrements divers, inondations) et aux catastrophes technologiques (nucléaire, biologique et chimique) tout en participant à la lutte antiterroriste (UCLAT) J'y ai passé six ans, spécialisé dans les risques industriels - c'est-à-dire tout ce qui est relatif à la prévention/prévision et à l'intervention dans le cadre des plans POI (plan d'opération interne), PUI (plans d'urgence interne) et PPI (plans particuliers d'intervention), voire POLMAR (pollutions marines), sans oublier la gestion du risque lié au TMD (transport de matières dangereuses)...

Je disposais en outre d'un outil analytique très performant : un spectromètre de masse que l'on

retrouvait le plus souvent au sein des universités de recherche. C'est un appareil permettant de caractériser un composant chimique organique voire les toxiques de guerre tels que le sarin, l'ypérite etc. Le procédé analytique permet de réaliser la signature du composé sous forme de spectre. En fonction d'une base de données, il est alors possible de le confronter. Il n'y avait que deux outils analytiques mobiles en France à l'époque : à Nogent-Le-Rotrou et au Bataillon des marins pompiers de Marseille (BMPM). C'est l'attentat de Tokyo, en 1995, qui a initié les secours à développer des capacités d'identification in situ, de façon à définir très vite l'agent chimique mis en cause afin de réaliser les contremesures médicales et les opérations de décontamination afférentes. Je suis intervenu sur quelques accidents, notamment à Cherbourg lors du déclenchement du plan POLMAR pour caractériser le niveau de contamination de styrène ou pour sécuriser le transfert des obus de phosgène de Vimy vers Suippes ou encore sur la catastrophe d'AZF.

Enfin, au regard des capacités détenues, de détection et d'identification CHIM ou RAD, j'appuyais les forces de sécurité intérieure, le RAID en particulier, dans le cadre de la lutte antiterroriste et ai accompli, dans ce cadre interministériel, quelques missions singulières...

Nous sommes alors en 2005, année où le président Sarkozy souhaite renforcer le lien entre l'armée française et l'OTAN en créant un état-major multinational sur le sol français. La DRHAT me confie la mission de chef du bureau NRBC (menaces et risques) au regard de mes qualifications duales : gestion des risques militaires (nucléaire, radiologiques, biologique et chimique) et de sécurité civile (risques technologiques).

Je contribue aux phases de normalisation afin que l'EM du Corps de réaction rapide de Lille soit certifié OTAN lui permettant, ainsi, de s'engager en tant que PC multinational et de participer à l'astreinte annuelle de la NATO Response Force (NRF). C'est dans ce cadre que nous avons été déployés en Afghanistan en 2010. J'exerçais la fonction d'officier Force protection en gérant six thématiques : *Security, Health protection, Military engineering Support, CIED, Air defense, Consequence management* et le NRBC. J'avais confié la gestion de l' *Air defense* à mon adjoint, officier aviateur allemand. Je devais coordonner les 6 « Regional Commands » et les 2 « Air port of debarcation » (APOD) Kaia et Kandahar de l'ISAF (*international security assistance force*). Moment fantastique et passionnant mais particulièrement éprouvant professionnellement.

Après l'Afghanistan, j'ai été aspiré par le chef de corps commandant le 2^{ème} régiment de Dragons pour accompagner la montée en puissance du bataillon multinational NRBC (lead FRA), au sein de la prise d'alerte NRF. J'ai tenu successivement les fonctions d'officier d'entraînement, puis officier Opérations et officier de marque NRF. La mission consistait à appuyer les forces de l'alliance atlantique sur les événements à caractère NRBC. Par mes fonctions, je me suis déplacé au Canada où j'ai commandé une « Task force » multinationale avec des experts polonais, allemands, autrichiens et hongrois, et dont l'objectif était de gérer tous types d'événements IED/NRBC (explosif, biologique, chimique ou radiologique) : détecter, identifier puis sécuriser les lieux pour l'intervention des non spécialistes. C'est ainsi que j'ai côtoyé des équipes otaniennes dont les plus grands experts NRBC.

Je réalise, entre autres, une mission de 6 mois dans le cadre de la mission d'entraînement de l'Union européenne au Mali (EUTM) où je forme l'un des états-majors maliens sur les procédés de décision opérationnels (MEDOT).

C'est au sein de l'alliance atlantique que je suis muté en 2015, à l'état-major stratégique des opérations du commandement allié de Mons en Belgique (ACO/SHAPE). Je suis affecté pour trois ans au bureau de la stratégie et des affaires internationales au profit du général américain (SACEUR). J'y ai retrouvé, entre autres, mes camarades rencontrés au Canada et ai pu mettre en pratique mes compétences NRBC. A la demande d'un officier Tchèque, je suis retenu en tant que conférencier au sein de l'école de l'OTAN à Oberammergau en Allemagne, et je contribue à la certification des états-majors opératifs de Naples (Italie) et de Brunssum (Pays-Bas).

Après cette mission, je postule, en 2018, pour intégrer une unité du premier cercle du renseignement et je deviens officier inspecteur chargé des audits de sûreté dans le milieu industriel des entreprises de la sphère de la défense.

Incité par mes chefs, je saisis l'opportunité de prendre les fonctions de conseiller sécurité et de contre-ingérence, en 2021, au profit du général commandant les éléments français au Sénégal.

Aujourd'hui je suis extrêmement enthousiaste de découvrir un nouvel écosystème totalement différent, qui ne m'effraie pas au regard des multiples environnements rencontrés auparavant, et ce dernier représente un nouveau défi !

Quelle vision avez-vous de la réserve citoyenne ?

LCL Folio : Je l'ai côtoyée à Dakar où je participais à leurs réunions trimestrielles. J'appréciais de rencontrer un public engagé, doté d'expertises et d'une vision complémentaire sur la présence des militaires. En effet, les réservistes citoyens de Dakar détenaient une connaissance de l'écosystème africain permettant aux militaires de compléter une approche globale de l'Afrique de l'Ouest. Ainsi, échanger avec les réservistes citoyens nous permettait de mieux appréhender certaines questions, en particulier les enjeux sécuritaires des territoires.

Je pense qu'en terme de rayonnement, la réserve citoyenne est un véritable atout pour les Armées, complémentaire à l'action de la réserve opérationnelle ayant pour mission de renforcer le personnel d'active. La réserve citoyenne est un vivier singulier, issu du monde de l'entreprise, publique ou privée, voire de différents ministères, et reste un vecteur de rayonnement pertinent pour les Armées de par leur engagement et le partage de valeurs communes.

Au cours de mes échanges récents, nombreux s'accordent à me dire que la réserve citoyenne rattachée au Gouverneur militaire de Paris est un exemple. Je tiens, ici, à saluer tout le travail accompli par mon prédécesseur, le commandant Christophe Cazorla. Il a su conduire cette réserve avec intelligence et en faire un groupe structuré et solide d'une très grande qualité.

In fine, vous êtes et contribuez, chacun à votre niveau, à la dynamique essentielle de la raison d'être de la réserve citoyenne.

Avec quel état d'esprit arrivez-vous ?

LCL Folio : Les retours des correspondants que je croise sont élogieux, mentionnant à plus d'un titre la position d'excellence de la réserve citoyenne du GMP.

J'ai un regard neuf et je constate, en effet, tout le travail accompli depuis ces cinq dernières années par mon prédécesseur.

Maintenant, je dois poursuivre le tempo imposé, surtout lorsque je vois la célérité avec laquelle Christophe Cazorla gérait dossiers et événements, mais je ne suis pas un révolutionnaire et reste avant tout pragmatique. Je consoliderai ce qui a été construit et, bien entendu, j'y apporterai ma « touche » personnelle afin de répondre au mieux aux attentes de chaque comité.

Je ne modifierai pas le principe des conférences du GMP, ni leur rythme. C'est un excellent moyen pour sensibiliser/acculturer les réservistes citoyens au monde militaire et pour créer un esprit de cohésion en leur permettant de se rencontrer régulièrement.

Je ferai souvent référence aux textes, aux directives et aux bonnes pratiques tout en intégrant la vision du GMP. C'est ma manière de travailler : un cadre et du pragmatisme pour conduire les projets.

Pour chaque comité, je souhaiterais qu'il y ait une fiche récapitulant l'état final recherché (EFR), les objectifs, les actions menées et à mener.

Je souhaite élargir la vision du réserviste citoyen sur les armées pour qu'il en ait une approche exhaustive et fidèle, en particulier en ce qui concerne les enjeux à venir pour les Armées.

J'ambitionne de sortir de la sphère parisienne, au sein d'unités interarmées et tactiques. Par exemple, visiter des pôles de formation comme les écoles de Saumur ou l'Académie militaire de Coëtquidan... ou encore aller au sein d'unités opérationnelles singulières telles que le 2^{ème} régiment du Dragon, l'unité de drones à Cognac ou, pourquoi pas, des lieux stratégiques comme l'Île Longue en Bretagne, sous réserve d'obtenir les autorisations nécessaires.

J'envisage, également, de proposer aux réservistes citoyens qui le veulent des formations spécifiques sur le commandement, l'aide à la décision ou la stratégie militaire en lien avec le Pôle de rayonnement de l'armée de Terre (PRAT) et l'École supérieure des officiers de réserve spécialistes d'état-major (ORSEM).

Qu'attendez-vous du réserviste citoyen ?

LCL Folio : D'abord, le réserviste citoyen est une personne volontaire qui partage nos valeurs.

Je sais combien chacun s'investit dans son domaine. Beaucoup sont actifs dans leurs villes et villages respectifs pour intensifier/consolider le lien entre les armées et la jeunesse, à travers des activités variées et un travail de mémoire. De tout cela, je souhaite d'emblée les remercier et leur dire que je soutiens pleinement ces actions de rayonnement. Le réserviste citoyen doit continuer d'être un acteur au service du rayonnement des armées ; je sais pouvoir compter sur son sens du service et sur son dévouement.

Je ne peux non plus m'empêcher de saluer le travail de l'association de soutien et d'entraide des réservistes citoyens de l'armée de Terre d'Île-de-France (ASTER-RC-IDF), récemment constituée. C'est une association indispensable à la bonne gestion de nos activités caritatives. Que chacun de ses membres trouve, ici, l'expression de mes sincères salutations.

Nous devons continuer de monter des projets générant des actions concrètes, lesquelles fédèrent et créent du lien, notamment vis-à-vis du Gouverneur militaire de Paris. Ce dernier souhaite consolider ce qui fonctionne et ne veut pas bouleverser les choses, d'autant que nous avons un rendez-vous majeur en 2024 sur lequel le personnel du cabinet s'investit sans relâche : les JOP de Paris 2024. Grâce à l'investissement de chacun, les activités phares seront maintenues : celles permettant d'œuvrer pour les blessés de guerre (la course aux Bleuets, le concert au profit du Bleuets, le don du sang...) et toutes celles qui mettent en avant la réserve citoyenne.

Un dernier mot pour conclure ?

LCL Folio : Je suis vraiment très heureux de rejoindre le cabinet du Gouverneur militaire de Paris sur le site historique des Invalides et de travailler avec vous tous, d'autant que vos parcours sont très hétérogènes, permettant, ainsi, une grande richesse d'échanges à venir.

Lorsque je me suis engagé, je voulais défendre mon pays et prendre, si nécessaire, les armes pour cette même raison. Je me rends compte aujourd'hui que l'engagement est avant tout une aventure humaine au cours de laquelle on se met au service des autres.

Je souhaite que chaque réserviste citoyen vive cette aventure. Je suis là pour accompagner chacun et, ainsi, renforcer ce lien entre les armées et la société civile.

Je sais que nous vivrons de grands moments ensemble.

Merci pour votre accueil et vive la réserve citoyenne !





Fête nationale & Bleuets de France

L'œuvre du Bleuets de France date de la fin de la 1^{ère} Guerre mondiale et a été créée pour venir en aide aux blessés et à leurs familles. Progressivement, cette structure de bienfaisance s'est ouverte aux victimes d'attentats et aux pupilles de la Nation. Depuis janvier 2023, elle a pris la forme d'un fonds de dotation afin de développer sa visibilité et les fonds collectés.

Par le COL (rc) François Montel

Cette année, le président de la République a validé un protocole relatif au port du bleuets sur les uniformes lors des cérémonies et a demandé pour la première fois que l'ensemble des troupes défilantes au 14 Juillet, arbore le bleuets sur leurs uniformes, y compris les chiens de la compagnie cynophile.

Le cabinet du Gouverneur militaire de Paris avait anticipé cette décision en fournissant plus de 6 500 bleuets.

La réserve citoyenne a été mobilisée en 48 heures pour prendre en charge la distribution de bleuets aux invités des tribunes officielles. Malheureusement, la réactivité de l'administration n'a pas été à la hauteur de celle de la réserve citoyenne : les accréditations d'accès aux tribunes officielles, dans un contexte sécuritaire tendu, n'ont pu être distribuées à temps pour accomplir cette mission.

Cela n'a nullement empêché la RC de faire preuve d'agilité : en moins de 24 heures, une organisation a été mise en place afin que cette distribution se transforme en collecte aux points de contrôle et d'accès aux tribunes, le long des Champs-Élysées.

Deux équipes, chacune composée de quatre camarades volontaires ont ainsi œuvrées afin d'assurer une présence aux accès Marceau et Dutuit pendant que la troisième se transformait en équipe « volante » le long des Champs-Élysées.

Faisant fi des fermetures de transports en commun, des barrages de rue, de forces de l'ordre pointilleuses, la collecte a démarré dès 7h30 en remontant les longues files d'attente jusqu'à 10 heures, heure de l'ouverture du défilé.

L'occasion pour plusieurs d'entre nous de faire ses premiers pas de collecteurs pour mettre en exergue l'action du Bleuets de France en faveur des blessés de guerre et, ainsi, motiver invités et badauds à arborer le bleuets, tout comme les troupes défilantes.

La générosité, notamment celle des jeunes, et la joie ambiante ont été un vrai réconfort pour tous, récompensant ainsi un lever aux aurores en ce jour férié !

Le redéploiement de dernière minute n'a pas permis de peaufiner la logistique : rapidement victime de notre succès, nous nous sommes retrouvés à cours de bleuets et de troncs, les troncs utilisés étant totalement remplis, preuve de la générosité du public.

Un QR code installé sur nos troncs a permis aux donateurs d'accéder directement à la page « don » du site du Bleuets de France permettant ainsi des paiements par CB venant compléter les dons faits via nos terminaux de paiement portatifs.

L'après-midi, le dispositif s'est replié à l'Hôtel national des Invalides pour tenir un stand RC-Terre dans la cour d'honneur : occasion de présenter aux visiteurs les actions de la RC - T et d'avoir l'honneur d'accueillir le chef d'État-major des Armées, le général Burckhardt. L'équipe s'est étoffée avec la venue d'une dizaine de jeunes de la fédération Atlas et une grande partie des jeunes du SNU.

Certains ont continué la collecte sur le périmètre des Invalides mais également sur celui de l'Hôtel de Ville.

Finalement cette collecte aura permis de recueillir 11 300 euros de dons : un record ! Et on ne parle pas de tous les dons en ligne...

Une fois de plus, la solidarité du public, couplée à la dynamique et à l'engagement de la Réserve citoyenne, a permis de voir nombre de nos compatriotes arborer sur leur poitrine, au long de cette journée, ledit « bleuets » !



Prise d'armes aux Invalides

Par le CDT (rc) Bruno de Laigue

Une prise d'armes a eu lieu, le 5 juillet, dans la Cour d'honneur des Invalides, en présence du ministre des Armées, monsieur, Sébastien Lecornu et des autorités militaires. La réserve opérationnelle et la réserve citoyenne ont été mises à l'honneur à cette occasion. Plusieurs de nos camarades étaient présents à cette cérémonie.



Dans son discours, le ministre des Armées n'a pas manqué d'évoquer le rôle de la réserve citoyenne en ces termes : « *La réserve citoyenne à [...] un rôle majeur à jouer. À la logique de reconnaissance et de rayonnement s'ajoutera une mission de réflexion, de pédagogie et d'influence. La réserve citoyenne va entrer dans une nouvelle étape de son histoire...* ».

Restons prêts à servir !



Une jeunesse impliquée !

La présence remarquable de jeunes porte-drapeaux lors du défilé du 14 juillet 2023 et leur participation au ravivage de la flamme sous l'Arc de Triomphe démontre combien le lien armée – société civile est important.

Par le LTN (rc) Sanam Fatealy et le CDT (rc) Jean-Salem Sakkriou

Cette année, une vingtaine de jeunes volontaires a été sélectionnée par une commission de l'ONACVG. Ces jeunes âgés de 16 à 22 ans ont porté fièrement leurs drapeaux, notamment à l'occasion de la cérémonie de ravivage de la flamme sous l'Arc de Triomphe.

Chaque jeune a une histoire unique à raconter. Certains sont des descendants de militaires ou de portes drapeaux, perpétuant ainsi une tradition familiale. D'autres, animés par leur amour pour la patrie et leur sens du service ont fait preuve d'une motivation sans faille.

A l'occasion de la fête Nationale, la présence de jeunes porte-drapeaux au défilé militaire a également une signification plus profonde : elle témoigne de l'importance de la transmission des valeurs républicaines aux générations futures mais aussi de la transmission mémorielle du monde combattant.

Nombreux sont ceux qui ont exprimé leur fierté et leur émotion d'avoir eu l'opportunité de participer à de tels événements. Ces moments resteront certainement gravés dans leur mémoire, renforçant ainsi leur sentiment d'appartenance à la communauté nationale.



Les jeunes étaient accompagnés de Madame Patricia Mirallès, secrétaire d'état en charge des anciens combattants, de Madame Véronique Peaucelle-Delelis, directrice de l'ONACVG, et des jeunes du SNU. Ils se sont tous recueillis devant la tombe du soldat inconnu et y ont déposé une gerbe de fleurs.

La présence de jeunes porte-drapeaux donne une dimension particulière à ces événements. Souhaitons que cela inspire nombre de jeunes à suivre cet exemple et à s'impliquer ainsi à la vie de notre nation.

Certains réservistes citoyens du gouverneur militaire de Paris ont apporté un appui pour l'encadrement, l'organisation et la communication de ce bel événement.



ASTER RC-Idf : bilan de l'année 2022/2023

L'ASTER-RC-IdF, Association de Soutien et d'Entraide des Réservistes Citoyens de l'Armée de Terre d'Île de France, a été créée à son Assemblée constitutive du 22 mars 2022. L'exercice 2022/2023 a été sa première année pleine de fonctionnement.

Par le CDT (rc) Philippe Canonne, président de l'ASTER-RC-IDF

Objectif et mission :

L'objet de l'ASTER est essentiellement de :

- ✓ diffuser l'esprit de défense et le devoir de mémoire ;
- ✓ supporter les actions, en parallèle de celles du GMP, ayant pour objet la participation à la résilience de la nation, la promotion de l'esprit de défense, le renforcement des relations avec la société civile et l'éducation de la jeunesse à la citoyenneté ;
- ✓ apporter son soutien aux actions menées au bénéfice de toutes les victimes, civiles ou militaires, liées à la défense de la nation française, ses institutions, ses engagements internationaux et ses valeurs, notamment les victimes du terrorisme ou de conflits armés.

La mission de l'ASTER est d'assurer l'ingénierie financière et la sécurité juridique et fiscale des projets. Elle vise à l'efficacité du support et du service au profit des populations bénéficiaires et à la sécurité absolue du fonctionnement et d'une légalité rigoureuse ainsi qu'à la transparence de son activité collective et participative.

Concrètement, son rôle est d'intervenir sur sollicitations du GMP ou de la RC qui mettent en œuvre un événement. Elle réalise les conventions, reçoit les fonds, règle les factures et délivre, si besoin, les reçus fiscaux. Elle effectue le don final aux autres associations en conformité avec ses objectifs.

Activité et Bilan du cycle 2022/2023 :

L'activité de l'association cette année s'est articulée autour d'une montée en puissance et de l'appréhension des enjeux où elle est attendue :

- ✓ confirmer et légitimer le positionnement de l'association ;
- ✓ accompagner et contribuer aux projets ;
- ✓ acculturer l'écosystème d'entraide et de soutien aux impératifs règlementaires.

Quelques réalisations :

- ✓ constitution régulière de l'ASTER et fonctionnement effectif ;
- ✓ mise en place du fonds de dotation ASTER ;
- ✓ reconnaissance de l'intérêt général de l'ASTER par l'administration ;
- ✓ accompagnement de la vingtaine de projets en cours ;

- ✓ prégnance de la réglementation juridique et fiscale sur les activités de l'ASTER ;
- ✓ mise en œuvre de ses rôles de garant, de conseil et de vigie ;
- ✓ consensus des parties prenantes pour ne pas « couper les virages ».

Quelques chiffres :

- ✓ 16 Projets en cours (5 finalisés) ;
- ✓ 66 conventions traitées et élaborées par l'ASTER :
 - 50 conventions signées entre l'ASTER et les mécènes ; 16 conventions en attente de signature ;
- ✓ 425 K€ d'engagements attendus :
 - 279 K€ reçus, 146 K€ à recevoir ;
- ✓ Prévisionnel :
 - 166 K€ de dépenses ;
 - 190 K€ fléchés (dont 100 K€ en dépenses) ;
 - 155K€ d'engagement de don.
- ✓ Frais de gestion : environ 4%.

Quelques éléments d'une analyse SWOT (Forces / Faiblesses / Opportunités / Risques) ramenée à l'essentiel :

- **Forces** : équipe engagée, compétences internes et soutien à l'Institution ;
- **Opportunités** : fonds de dotation et pédagogie des parties prenantes ;
- **Faiblesses** : complexité juridique et productivité dégradée ;
- **Risques** : transmission, lassitude, et augmentation de la charge.

Conclusion :

Points d'attention : Une sérieuse déperdition des infos reçues, des processus à maîtriser, une réelle inertie du circuit...

Au final un bilan significatif, les problèmes de statuts ont été maîtrisés, quelques dossiers difficiles ont été résolus, le cap est fixé.

L'ASTER a la trame.....a toute sa place et ne peut que s'améliorer sur les actions citoyennes de soutien et d'entraide.



Marche en soutien aux blessés des armées , Asor94 Vincennes



Par le CDT (rc) André PASCUAL, Président ASOR94

Le samedi 10 juin 2023 à Vincennes, sous le parrainage de la réserve citoyenne du gouverneur militaire de Paris, l'ASOR94 (association des sous-officiers de réserve du Val-de-Marne), en partenariat avec l'ANORI (association nationale des réservistes de l'Infanterie) et l'AOR94 (association des officiers de réserve du Val-de-Marne) a organisé la neuvième édition de la marche au profit des blessés des Armées.

Avant le départ, donné à 10H30 sous un beau soleil, le CDT (rc) André Pascual, président de l'ASOR94, a rappelé à l'assistance, l'importance d'un fort engagement pour les blessés des Armés.

C'est un groupe d'une trentaine de marcheurs qui s'est élancé sur un parcours de 5 kilomètres, préparé par le LTN (rc) Philippe Liger, nécessitant une bonne heure de marche à travers le bois de Vincennes.

De très nombreuses associations et amicales étaient présentes ou ont fait un don de soutien : l'ANORI et l'AOR94 nos partenaires, l'URACR P-IDF avec l'ACR Melun, l'ASOR Provins et l'ASOR94, l'AOR de Melun, l'ANT-TRN (association nationale des titulaires du titre de reconnaissance de la nation) du Val de Marne, l'UNATRANS (union nationale des transmissions), la SNE Médaillés Militaires de Vincennes, l'ANMONM 94 (association nationale des membres de l'Ordre national du Mérite), l'ANAI94, l'UNC de Vincennes, les ACPG /CATM/TOE comité de Vincennes, le Souvenir Français de Vincennes et le Souvenir Français de Fontenay- sous- Bois, les Amis de la Gendarmerie94, la section FNACA de Vincennes/Saint-Mandé, l'UDIAC Créteil, l'UDIAC Vincennes/Saint-Mandé, l'AMMAC (amicale de marins et de marins anciens combattants) Vincennes, LA FLOTTE de Saint Maur, la RC DMD75 et la RC DMD94.

A l'issue de cette marche, le président de l'ASOR94 a remis à chaque participant un diplôme souvenir, avant la traditionnelle photographie de groupe. Un repas de cohésion à la maison du combattant de Vincennes à clôturer cet évènement.

Cette année, qui marque le 70ème anniversaire de notre association, sera remis à Terre Fraternité un don d'un montant de 5 000 € destiné à la cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre (CABAT).

Un grand merci à tous les donateurs et tous les participants ayant permis, une nouvelle fois, le succès d'une opération mettant en avant le lien entre les armées et la société civile au bénéfice des blessés des Armées.





Des jeunes qui s'impliquent !

Par le LTL (rc) Hervé Lambert



Du 6 au 10 septembre 1914, de violents combats ont eu lieu sur le plateau de Barcy, situé au nord de la Seine-et-Marne. Sur cette plaine sans abri, 10 000 combattants français, appartenant à la 6^{ème} Armée du général Maunoury, vont affronter la 1^{ère} Armée allemande du général Von Kluck. Les soldats français repousseront l'ennemi. Les estimations s'élèveront à près de 2 000 officiers, sous-officiers, soldats, zouaves et tirailleurs algériens (tunisiens et marocains) tués du côté français, sans compter les innombrables blessés... Le 8 septembre 1914, il est fait vœu d'édifier un monument de reconnaissance aux combattants français, si la victoire l'emportait. Le 29 novembre 1920, le ministère de la Guerre, décernera la Croix de Guerre à la commune de Barcy.

L'évêque choisira lui-même l'inscription du monument : « *tu n'iras pas plus loin* ». Notre Dame de la Marne, monument religieux et patriotique, sera inauguré le lundi de Pentecôte 9 juin 1924.

Le centenaire de cette inauguration sera célébré le dimanche 9 juin 2024.

Une action "Mémoire et Citoyenneté" est proposée à des jeunes préparant un CAP « Maçon » ou un BAC PRO « Technicien du bâtiment ». Dans le cadre de leur Chef d'œuvre, deux équipes d'apprentis du Centre de Formation d'Apprentis d'Ocquerre ont rénové, en collaboration avec l'association des anciens combattants de Barcy et celle du souvenir Notre Dame de la Marne, le socle du monument et l'allée d'accès à ce monument. Cette action s'inscrit dans l'opération « Les Chef d'œuvre de la République ».





Parcours Mémoirel de Jouarre - Devoir de mémoire 2^{ème} édition



Par le CDT (rc) Éric Despinasse

Ce fut un réel plaisir de réaliser, en juin dernier, la continuité du travail de mémoire commencé l'an passé avec le 1er parcours mémoirel dans notre village de Jouarre.

Cette année, les élèves des classes de CM1 et CM2 de l'école Jehan de Brie ont participé à deux temps forts du devoir de mémoire.

Tout d'abord le 8 juin, les classes de CM1 se sont rendues aux Invalides à Paris. Les élèves ont pu découvrir la Cour d'Honneur, dans laquelle les hommages nationaux sont aujourd'hui rendus. Un petit résumé leur a présenté l'histoire de ce lieu emblématique voulu par Louis XIV.

Ils ont ensuite visité la double église des Invalides, comprenant l'église des Soldats (Cathédrale Saint-Louis des Invalides) et l'église du Dôme abritant le tombeau de Napoléon 1er et de nombreuses autres sépultures (de la famille Bonaparte au Maréchal Foch, en passant par Vauban).

La suite de la visite les a conduits (après une pause déjeuner bien méritée) au musée de l'Armée dans la partie dédiée aux armes et armures anciennes de Saint-Louis à Louis XIII. Un questionnaire les y attendait.

Sur le chemin du retour, nos jeunes élèves ont même pu saluer la « Dame de fer » au pied de laquelle nous sommes passés.



Le second temps de ce devoir de mémoire a eu lieu le 30 juin pour les classes de CM2. Cette année, le parcours mémoirel les a amenés au carré militaire du cimetière de Jouarre puis, par une belle randonnée à travers champs, ils sont allés au cimetière militaire du Commonwealth de Perreuse. Ce cimetière isolé comprend 239 tombes de soldats morts pour la France lors des deux guerres mondiales. Y reposent des militaires de différentes nationalités : Canadiens, Australiens, Britanniques, Français et un Américain.

Il est touchant de constater à quel point nos jeunes élèves, porteurs de la mémoire de demain, se sont montrés intéressés, curieux et sensibles à notre histoire. C'est ce qui donne tout le sens à cette démarche mémoirel et aux projets déjà en germe pour l'an prochain.

Ceux-ci ont la force de fédérer autour d'eux les équipes éducatives de l'école, les services de la mairie et les instances militaires de la DMD 77 et du cabinet du Gouverneur militaire de Paris. Un grand merci à tous ces partenaires !

Le devoir de mémoire est une démarche dynamique qu'il faut raviver régulièrement. À cet égard, des initiatives de ce type, ainsi que les dates commémoratives du 11 novembre et du 8 mai, permettent d'entretenir cette flamme qui ne doit jamais s'éteindre, en souvenir de tous ceux qui sont « morts pour la France ».



Le Départ des Volontaires dit « La Marseillaise », par François Rude

L'Arc de Triomphe de l'Étoile ou l'art du consensus

Voulu sous l'Empire par Napoléon, poursuivi à la Restauration par Louis XVIII et terminé sous la monarchie de Juillet par Louis-Philippe, tel fut le destin de l'Arc de Triomphe de l'Étoile, situé dans le prolongement de l'ancien palais des Tuileries qui fut demeure royale puis demeure impériale. Vous découvrirez, ici, comment les trois régimes successifs ont laissé leurs empreintes respectives en matière de choix artistique et de vision politique.

Par le CDT (rc) Cécile Tardieu

Un projet napoléonien

Au lendemain d'Austerlitz (2 décembre 1805), dans sa proclamation à ses soldats, Napoléon avait écrit : « *Je vous ramènerai en France. Vous ne rentrerez dans vos foyers que sous des arcs de triomphe* ». Promesse tenue, la première pierre de l'Arc de Triomphe fut posée le 15 août 1806, coïncidant avec la date anniversaire de la naissance de Napoléon, le 15 août 1769. L'Empereur voulait un monument à la gloire de ses armées et à la hauteur de son règne. Inspiré de l'arc antique de Titus à Rome, sa hauteur atteindra 50 m pour satisfaire l'ambition de l'Empereur qui ne verra pourtant pas de son vivant sa concrétisation. Un simulacre d'arc de bois et trompe l'œil seront réalisés sur la place de l'Étoile, en 1810, pour laisser passer Napoléon et Marie-Louise d'Autriche et leur cortège, à l'occasion de leur mariage.

Un chantier suspendu puis repris par Louis XVIII

Après la chute de Napoléon et l'arrivée au pouvoir de Louis XVIII, le chantier fut arrêté puis repris sous la Restauration. Louis XVIII décida de récupérer le monument et de célébrer non plus l'armée impériale mais l'armée des Pyrénées, qui venait de rétablir le roi d'Espagne. Après la mort de Louis XVIII, son frère Charles X, prit la suite. La voûte de l'Arc sera ornée de vingt-et-un caissons avec rosaces, des tableaux avec hauts-reliefs seront sculptés sur les façades.

La fin du chantier avec Louis Philippe

Après l'abdication de Charles X en 1830, Louis-Philippe monte sur le trône et demande l'achèvement de l'arc, apportant une nouvelle dédicace aux armées de la Révolution et de l'Empire. Dans le but d'unifier le passé, quatre grands hauts-reliefs furent consacrés à la République (Départ des volontaires), à l'Empire (le Triomphe de 1810 et la Résistance) et à la Restauration (la Paix). Une page pour la Révolution, deux pour Napoléon, une pour la Restauration. Au total, ce sont 158 batailles qui seront gravées sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile avec 660 noms représentant des généraux qui ont servi sous la Première République et le Premier Empire. Finalement, l'Arc de Triomphe sera achevé et inauguré en 1836.

Les génies ailés



Haut relief sur pilier intérieur

La présence de génies ailés, qui accompagnent la plupart du temps une Victoire, comme on le voit sur cette photo, est caractéristique du monument.

Dans ce haut-relief par exemple, les quatre génies disposés à droite et à gauche de la Victoire portent une longue guirlande dont les extrémités laissent échapper des fruits. Dans les autres hauts-reliefs des piliers du monument, ces génies se tiennent par la main, portent des guirlandes qui représentent l'abondance, composent des trophées à partir d'armes conquises pour symboliser la victoire et couronnent le front de l'Empereur avec des lauriers.

Hauts-reliefs à la gloire des armées

Conçu par les architectes Jean-François Chalgrin puis Jean-Arnaud Raymond, le monument est un exemple magnifique du style néoclassique français à la gloire des armées.

Un haut-relief monumental intitulé « Départ des volontaires », sculpté par François Rude sur le pied droit nord de l'Arc de Triomphe reprend un épisode de la Révolution française de 1792, la bataille de Valmy, victoire révolutionnaire sur les monarchies européennes. Au centre, le génie de la patrie qui est une allégorie ailée, une femme criant à gorge déployée et exhortant les troupes à venir combattre.



Le Triomphe de Napoléon, par Jean-Pierre Cortot
© Benjamin Gavaudo, Centre des monuments nationaux.

« *Le triomphe de Napoléon* » dû au sculpteur Cortot illustre Napoléon Bonaparte vêtu à l'antique, épée contre lui et couronné par une Victoire.

Une Renommée ailée surplombe la scène, sonnante la trompette et brandissant un étendard sur fond de palmier, un arbre qui évoque l'expédition de Napoléon en Egypte.

Si l'Arc de Triomphe de l'Étoile est une réussite à la fois architecturale et psychologique, c'est parce qu'il a su dépasser l'objet commémoratif voulu par Napoléon et le roi Louis-Philippe. C'est un monument qui a réconcilié les révolutionnaires, les bonapartistes et les royalistes autour de la République française. Une prouesse !



Le catafalque de Victor Hugo, sous l'Arc de Triomphe le 1er juin 1885. (Guiaud / Musée Carnavalet)

Drapé de noir pour accueillir la dépouille de Victor Hugo, l'Arc de Triomphe de l'Étoile, célébré en son temps par le poète, a désormais rejoint les monuments sacrés du Panthéon national.





Centenaire de la disparition de Louis Ganne

Son nom est moins connu que certaines de ses œuvres que beaucoup chantonnent lors des cérémonies commémoratives. Louis Ganne fait en effet partie de ces musiciens qui ont marqué l'Histoire de France de leur empreinte et qui font indéniablement partie du patrimoine tant musical qu'historique.

Par le LTN (rc) Nathalie Musine

Nous célébrons cette année le centenaire de la disparition de ce compositeur (1862-1923), également chef d'orchestre et organiste (1er Prix dans la classe de César Franck en 1882). Ce dernier compose un répertoire très varié, de la petite pièce de musique de chambre (« Le Val fleuri » pour saxophone alto et piano, « L'Écho lointain » pour clarinette et piano par exemple), aux opérettes et opéras comiques, dont les célèbres « Saltimbanques » en 1899, en passant par de nombreuses marches militaires.

« Entre la guerre de 1870 et celle de 1914, la France compte des centaines de régiments. Chacun d'entre eux dispose d'une formation musicale composée d'instruments à vent. A cette époque, dans chaque préfecture et sous-préfecture du territoire, les musiques militaires donnent un concert au kiosque le dimanche après-midi.

C'est la belle époque du kiosque à musique, où la plupart des citoyens de nos provinces ont pu bénéficier d'un accès gratuit à la musique et découvrir, pour la plupart, le répertoire classique par le biais des transcriptions pour musique d'harmonie.

Du Nord au Midi, les marches militaires de Louis Ganne sont d'immenses succès populaires dont les paroles sont fredonnées par tous.

Les programmes des concerts donnés au kiosque comportent principalement des transcriptions de musique classique mais surtout des œuvres contemporaines présentées au théâtre lyrique, opéra ou opéra comique. Dans ce genre, Louis Ganne signera plusieurs succès qui firent sa gloire et contribuèrent ainsi à son immense popularité.» [source : jlcouturier.com]

(Re)découvrons deux des plus célèbres marches militaires composées par Louis Ganne :

♪ **La Marche Lorraine** (paroles de Jules Jouy et Octave Pradels) : elle fut composée en 1892 pour accompagner la XVIII^{ème} Fête Fédérale de la Gymnastique de France et la venue du Président Carnot. Comme toutes les marches militaires, elle est souvent jouée lors des défilés, des revues, mais aussi - chose assez récente et encore assez rare - durant les concerts. C'est à peu près à cette époque que les musiques dites « militaires » commencent à être diffusées plus largement, dans des manifestations publiques et populaires. Cet hymne est explicitement écrit à la gloire de Jeanne d'Arc. Le message transmis par cette chanson est clair ; dans l'esprit de revanche qui anime la France à l'époque, « si jadis une fille de Lorraine a pu secourir la France, c'est aujourd'hui à la France qu'il revient de secourir la Lorraine ! ».



Partition de la Marche Lorraine - 1892

Paroles des refrains :

« Fiers enfants de la Lorraine,
Des montagnes à la plaine,
Sur nous plane, ombre sereine,
Jeanne d'Arc, vierge souveraine !
Vieux Gaulois à la tête ronde,
Nous traversons tout à la ronde,
Si là-bas l'orage gronde,
C'est nous qui gardons l'accès
Du sol français ! »

« Las ! un jour elle succombe !
Aux mains des ennemis tombe !
Dans la flamme, horrible tombe,
Expira la blanche colombe !
Mais depuis, l'âme aguerrie,
Au nom de Jeanne chérie,
Ange saint de la Patrie,
C'est nous qui gardons l'accès
Du sol français ! »

« Fiers enfants de la Lorraine,
Des montagnes à la plaine,
Sur nous plane, ombre sereine,
Jeanne d'Arc, vierge souveraine !
Vieux Gaulois à la tête ronde,
Nous traversons tout à la ronde,
Si là-bas l'orage gronde,
C'est nous qui gardons l'accès
Du sol français ! »

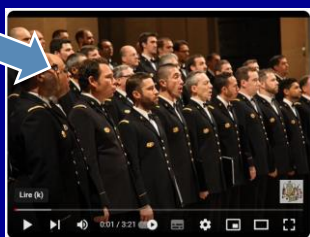
♪ **Le Père La Victoire** (paroles de Lucien Delormel et Léon Garnier) : créée par le chanteur Paulus en 1889, elle est dédiée à l'époque au président Sadi Carnot, petit-fils du « Grand Carnot », ministre de la Guerre de Napoléon Ier. Paulus, fervent partisan de la revanche suite à la guerre de 1870 (et pourtant plutôt spécialiste du répertoire comique), interprète donc à travers ces paroles un personnage centenaire, vétéran des guerres napoléoniennes, surnommé « Le Père la Victoire ». Puis, au tout début du XX^e siècle, c'est la grande vogue des chansons filmées ; une tendance qui traversera les années de la Grande Guerre et dont bénéficiera cette œuvre, puisqu'elle sera diffusée en 1917 au cinéma. A l'époque, les spectateurs pouvaient même acheter la partition avec le texte des saynètes visionnées !

« Quand je vois nos soldats
Passer joyeux, musique en tête,
Ah! je dis, marquant le pas,
Comme jadis la France est prête,
Comme autrefois,
Soldats, je revois
Carnot décrétant la victoire.
Marchez à la gloire,
Mes chers enfants,
Revenez triomphants ! »

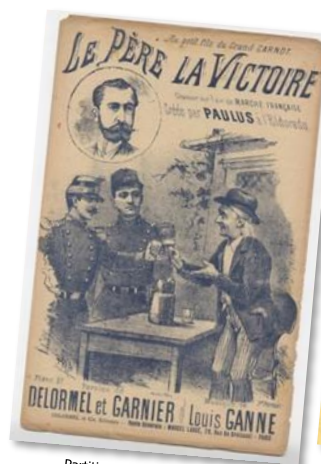
Puis, en 1918, la chanson sera dédiée à Georges Clemenceau, dont la ténacité dont il fit preuve dans la lutte qu'il mena pour conduire la France à la victoire lui vaudra le surnom de « Le Père la Victoire ». La chanson sera alors reprise par le chanteur Hamel et rééditée, avec la photo de Georges Clemenceau.



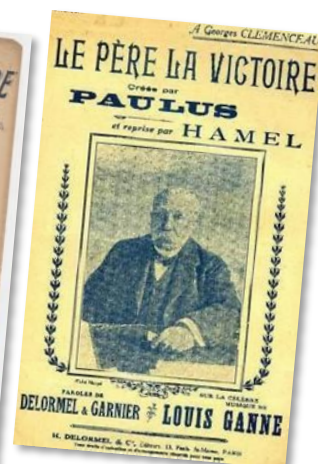
La Marche Lorraine de Louis Ganne, chantée par le chœur de l'Armée Française



Le Père la Victoire de Louis Ganne, enregistrement réalisé salle Gaveau, Orchestre Odeon-Military dirigé par Louis Blémant (1864-1934), à l'époque Chef de Musique de l'Ecole d'Artillerie de Vincennes



Partition de la version de 1889



Partition de la version de 1918

Sources :
« 14-18 - La Victoire en chantant - Histoire de la Grande Guerre au travers des chansons de l'époque » / Pascal Wion, éditions IMAGO
« Entendre la Guerre - Sons, musiques et silence en 14-18 » / Gallimard, Historial de la Grande Guerre
Sites : le-livre.com ; jlcouturier.com



L'église du Val-de-Grâce vous accueille !

Après la terrible explosion du 21 juin dernier, jour de la fête de la musique, nous sommes heureux d'apprendre que la saison musicale du Val-de-Grâce peut reprendre ses activités, malgré des locaux qui ont beaucoup soufferts. L'accès à l'église, maintenant consolidé, peut se faire sans problème. Alors, venez nombreux vous ressourcer en écoutant de la grande musique !

Par le LTN (rc) Nathalie Musine

🎵 1er octobre 2023 : XXX !

Hervé Désarbre fête ses trente ans de titulariat avec ses amis

Avec Ian Curror, organiste émérite du Royal Hospital, Chelsea, Londres, quintette de cuivres European Brass Band, Caroline Lupovici, piano, Benjamin Pras, orgue, et bien d'autres encore !

🎵 5 novembre 2023 : Mari Transve Mare

Concert autour de Dominique Dormont, à l'occasion des vingt ans de sa disparition. Portrait musical d'une vie médicale hors du commun

Jérémy Delvert, baryton • Hervé Désarbre, orgue • Orchestre à cordes de la Garde républicaine, colonel Sébastien Billard, direction

🎵 12 novembre 2023 : concert du Bleu de France

Sous le parrainage du gouverneur militaire de Paris et de la directrice générale de l'ONACVG

Formations de chambre de la Musique des Troupes de Marine • Ensemble vocal du lycée Jean de la Fontaine (Paris XVI^e) • élèves-médecins des Écoles de santé Lyon-Bron • solistes réservistes citoyens

🎵 3 décembre 2023 : du vent sous la coupole...

Julia Olmeo, flûte • Eric Cordé, organiste de la cathédrale de Dol-de-Bretagne

🎵 7 janvier 2024 : Du « roi des chefs » à la « maman des Poilus »

Autour d'Antonin Carême & de Clotilde Bizolon
Il y a 240 ans, naissait Antonin Carême, celui qu'on allait surnommer « le roi des chefs, le chef des rois ». Bien plus tard, l'une des fameuses mères de Lyon, Clotilde Bizolon, créait, en 1914, L'œuvre du déjeuner du soldat, consacrant une partie de sa vie au soutien des soldats de la Première Guerre mondiale, qui la surnommaient la « maman des Poilus »

Guillaume Paire, baryton • Ensemble instrumental

🎵 4 février 2024 : L'Hermione

Il y a dix ans, était mise à l'eau la magnifique réplique de la frégate de guerre l'Hermione, qui a transporté le marquis de La Fayette aux États-Unis d'Amérique pour la guerre d'Indépendance
Quintette de cuivres Phénix • Benjamin Pras, orgue

🎵 3 mars 2024 : La déesse des Andes

En 1924, Adrienne Bolland, pionnière de l'aviation, bat le record du monde féminin de loopings aériens, après avoir été la première femme à survoler la cordillère des Andes. Durant la Seconde Guerre mondiale, elle appartient au réseau CNDCastille et devient opératrice radio, chargée du repérage des terrains susceptibles de servir aux atterrissages et parachutages clandestins de la Résistance

Formation jazz de la Musique de l'Air et de l'Espace • solistes à compléter

🎵 7 avril 2024: Pondy

Il y a 350 ans, en janvier 1674, François Martin fonde le comptoir de Pondichéry. Les musiques de l'Inde et de la France se croisent pour cet anniversaire, avec un ensemble franco-indien
Lilianoor Ensemble

🎵 5 mai 2024 : Miel & pollen

La Journée mondiale des abeilles aura lieu en mai 2024. Que serait la pollinisation des cultures et la production agricole sans nos amies les abeilles ?

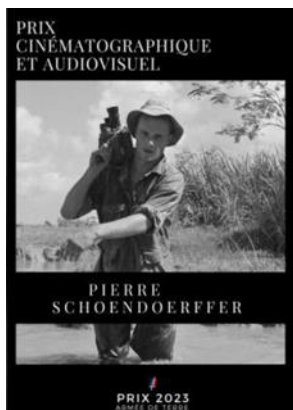
Marion Jacquemet, mezzo-soprano • Sophie Thévenard & Rachel Davergne, percussions • Benjamin Pras, piano & orgue

🎵 2 juin 2024 : Paris libéré !

Il y a 80 ans, le vendredi 25 août 1944, à 15h 30, le général Philippe Leclerc de Hauteclocque reçoit à Paris, devant la gare Montparnasse, la capitulation des troupes d'occupation de la capitale.

Hervé Désarbre, orgue • Musique de la Garde républicaine, capitaine Frédéric Foulquier, direction

Eglise du Val-de-Grâce : 1 place Alphonse Laveran, 75005 Paris • Ouverture des portes à 17h, concert à 17h30 • entrée libre/ Sous réserve de modifications



Le prix audiovisuel « Pierre Schoendoerffer »

Par le CDT (rc) Thierry Laugier

Afin de clore la série initiée dans le numéro 10 d'Ad Honores, et continuée dans le numéro suivant, il convient d'évoquer le troisième prix décerné chaque année par l'armée de Terre. Il s'agit d'un prix cinématographique remis sous l'égide du CEMAT, le général d'armée Pierre Schill. Les lignes qui suivent évoquent ce prix, mais aussi la biographie de celui qui lui a donné son nom.

Créé en 2012, le [Prix cinématographique et audiovisuel de l'armée de Terre - Pierre Schoendoerffer](#) est destiné à récompenser des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles grand public en langue française, mettant en valeur l'engagement contemporain ou la vie des soldats de l'armée de Terre. En hommage aux films « *La 31^{ème} Section* », « *La Section Anderson* » et « *Diên Biên Phu* », films cultes qui célébraient les combattants engagés au nom d'une certaine idée de la Nation, le Prix a été lancé quelques mois après le décès du mythique réalisateur-écrivain Pierre Schoendoerffer. Chaque année, un prix est ainsi attribué au format long (type documentaire ou cinématographique), l'autre au format court (type reportage d'actualité).

[Pierre Schoendoerffer est un jeune alsacien de 17 ans à la fin de la Seconde guerre mondiale. Ses lectures pendant les années terribles de l'occupation ont été un refuge et lui ont donné le goût du grand large.](#)

À 19 ans, il s'embarque comme matelot de pont léger sur un cargo suédois. Mais les rêves que lui ont insufflés Conrad, Kessel et Kipling sont plus forts que tout. Il voudrait être témoin, partager et faire partager l'aventure épique des hommes du XX^e siècle.

À 23 ans, il se porte volontaire et s'engage au service cinéma des Armées pour partir en Indochine. Cette expérience va le marquer à jamais. Parachuté à Diên Biên Phu, il sera ensuite fait prisonnier par le Vietminh ainsi que toute la garnison. Libéré par les accords de Genève, il décide de ne rentrer en France qu'après avoir bouclé le tour du monde, avec, cette fois, une accréditation de photographe pour Match, Life, Look et Bunte en poche.

Akira Kurosawa l'invite sur le tournage du Château de l'araignée au Japon. À Hollywood, il est engagé comme consultant sur un film de guerre. Mais surtout à Hong Kong, il fait la connaissance de Joseph Kessel qui lui promet de l'aider à mettre en scène son premier film de fiction. Il l'impose comme metteur en scène pour *La Passe du diable*, un western antique dans les déserts montagneux d'Afghanistan. Suivront d'autres films, notamment le film « *la 31^e section* », adapté de son roman du même nom. Il passera régulièrement du cinéma à la littérature, sans jamais oublier le reportage, recherchant sans cesse des moyens narratifs différents.

Entre autres récompenses, il reçoit, le prix Vauban en 1984 pour l'ensemble de son œuvre.

En 1988, il est élu à l'Institut de France – Académie des Beaux-Arts. En 1992 avec le film « *Diên Biên Phu* », il clôt sa trilogie indochinoise.

En 2007, invité par le 1^{er} Régiment de Chasseurs Parachutistes (1^{er} RCP), dont il est soldat de 1^{re} classe d'honneur, il se rend en Afghanistan, un demi-siècle après avoir découvert le pays aux côtés de Joseph Kessel.

Pierre Schoendoerffer meurt le 14 mars 2012 à l'hôpital militaire Percy de Clamart où il avait été transféré quelques jours auparavant à la suite d'une opération chirurgicale. Le 19 mars, jour anniversaire de son parachutage à Diên Biên Phu, ses obsèques sont célébrées en la cathédrale Saint-Louis-des-Invalides à Paris, suivies d'un hommage national dans la cour d'honneur des Invalides.



Les lauréats 2022 du prix sont :

Format court : [Au service de la France – à l'école de la guerre de Diane Schlienger, Elodie Delevoe et Matthieu Le Rue](#), diffusé le 9 juillet 2021 sur France 2.

Format long : [Opération Barkhane – au cœur de la traque de Patrick Sauce et Quentin Baulier](#), diffusé le 15 juillet 2021 sur BFM TV.

Mention spéciale : [Frédéric Bouquet](#) pour son documentaire illustrant [Daguet, l'opération qui a transformé l'armée](#), diffusé sur LCP le 19 octobre 2021.



« **De la guerre** » de **Carl von Clausewitz**. Le grand classique. Publié en 1832, un an après la mort de son auteur, ce traité marque une rupture radicale dans la façon de concevoir le phénomène de la guerre. Avant Clausewitz, la littérature militaire était essentiellement descriptive et utilitaire. S'appuyant à la fois sur sa réflexion théorique et sur son expérience de terrain - en particulier sa participation à la bataille d'Iéna en 1806 - Clausewitz, le premier, pense la guerre dans toutes ses dimensions et dans sa relation avec le politique, dont elle dépend. Pour ce Prussien de génie, et désormais pour toute la doctrine militaire occidentale, la stratégie et la tactique constituent un art fondé sur des principes rationnels au service d'une volonté. Disponible **dans plusieurs éditions**, chez votre libraire préféré ou sur les sites marchands.

« **Stratégies militaires contemporaines** », essai de **David Cumin**, maître de conférences à l'Université Jean Moulin Lyon 3. Tour d'horizon comparatif des stratégies militaires contemporaines : classiques (aéroterrestres), nucléaires, navales et aériennes, subversives et contre-subversives... Aux éditions **Ellipses**, disponible [ici](#).



« **L'ours et le renard** » de **Michel Goya et Jean Lopez**. Depuis février 2022, chacun d'entre nous est bombardé d'informations sur la guerre en Ukraine. Des informations hachées, parcellaires, souvent contradictoires, dans lesquelles on ne sait comment démêler le vrai du faux. Depuis son début, Michel Goya et Jean Lopez se concentrent sur ce conflit, le premier en tant que chroniqueur militaire, le second comme spécialiste de l'histoire militaire russe et soviétique. Tous deux ont décidé d'entamer un dialogue de plusieurs mois, en échangeant informations et analyses. L'ours et le renard est le résultat de cet échange au jour le jour. Cinq chapitres nous font pénétrer au cœur des combats, relevant les surprises (elles n'ont pas manqué !), les forces les faiblesses, les bévues, les révélations et les nouveautés apportées par ce conflit. Aux éditions **Perrin**.

« **De l'AMX 13 au Leclerc** » de **Laurent Tirone**. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'Armée française entame un vaste programme de réarmement qui débute réellement avec le char léger AMX 13. La menace représentée par le Pacte de Varsovie pousse ensuite au développement des *Main Battle Tanks* de plus en plus puissants et sophistiqués. Richement illustré avec des vues 3D et des photos, ce livre fait toute la lumière sur les chars de combat tricolores, de l'AMX 13 en passant par le Leclerc sans oublier les AMX 30 et 10RC. Une réédition incluant le *Jaguar* sera la bienvenue. Aux très bonnes éditions **Caraktère**, disponible [ici](#).



Pour simple information, car non lu du fait de sa sortie fin-octobre, « **Précis de survie stratégique : Se préparer aux conflits de haute intensité** », sous la direction des **journalistes Adrien Jaulmes et Lucas Menget**. Présenté ainsi : « Contextualiser les menaces, dénouer le fil des problématiques, les raisons des tensions, les motifs de chaque acteur, leurs visions particulières (avec leurs limites, voire leurs contradictions), et mieux comprendre ce qui pourra advenir... ». Aux **éditions des Equateurs**.

Le numéro d'octobre de la **Revue Défense Nationale** est dédié à la haute-intensité. Il est disponible [ici](#).



in memoriam 

Jamais sans doute, *Ad Honores* n'avait eu à rendre hommage à autant de militaires décédés sur une période de temps si courte. Le mois d'août 2023 a en effet été particulièrement meurtrier, avec le décès accidentel ou au combat de trois sous-officiers, et celui du Général Georgelin, ancien chef d'état-major des armées. Et le 29 septembre 2023, jour même de la Saint Michel, un infirmier décédait lors d'un saut d'entraînement.



*ADJ Nicolas Latourte, 6^{ème} RG
Irak*



*SGT Baptiste Gauchot, 19^{ème} RG
Irak*



*SGT Nicolas Mazier, CPA10
Irak*



*Infirmier en soins généraux de 1^{ère} grade
(ADJ) Nathanaël Bonnemere, 172^e AM*



Etienne Laurent / Afp

GAL Jean-Louis Georgelin